

I'HUMANITÉ



rouge

Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés,
UNISSEZ-VOUS !

I F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LÉNINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 21
JEUDI 17 JUILLET 1969

Les deniers de la collaboration de classe

Les bonzes révisionnistes Seguy et compagnie ne sont pas satisfaits ! Malgré tous les services rendus au pouvoir des monopoles avant, pendant et depuis mai 1968, le gouvernement se montre bien ingrat. Les subventions gouvernementales qui leur sont allouées restent « scandaleusement » inférieures à celles dont bénéficient les autres centrales. Et voilà que, par-dessus le marché, les « syndicalistes » jaunes de F.O. se mettent à jouer les professeurs de vertu, reprochant à la C.G.T. d'aller, elle aussi, à la gamelle.

Cette nouvelle illustration du proverbe « le chaudron dit à la marmite : ton cul est noir » prêterait à rire. Mais MM. les bonzes révisionnistes ont très mal pris la chose, et ils ont publié en mai dernier une mise au point amère, qui vaut son pesant de deniers de Judas.

Cette mise au point indique textuellement ceci :
1°) Jusqu'à 1966 la C.G.T. n'a reçu aucune subvention, malgré qu'elle en ait fait, plusieurs fois, la demande expresse, ceci depuis 1957. Pendant ce temps la C.F.D.T. (alors C.F.T.C.) et F.O. recevaient des subventions.

2°) En 1966, l'exclusive est levée puisque la C.G.T. reçoit pour la première fois 25 millions d'A.F. pour la période d'avril 1966 à mars 1967. Les discriminations n'ont pas pour autant cessé car pour la même période la C.F.D.T. touche 200 millions d'A.F. F.O. également 200 millions d'A.F. La C.F.T.C. Mainteneur se voit octroyer autant que la C.G.T. (25 millions d'A.F.).

3°) Pour la période d'avril 1967 à mars 1968, la C.G.T. a reçu 26 millions 5 d'A.F. ; C.F.D.T. 250 millions d'A.F. F.O. 250 millions d'A.F., la C.F.T.C. Mainteneur 26 millions 5.

4°) Pour la période d'avril 1968 à mars 1969, la C.G.T. a reçu 66 millions 5 d'A.F. C.F.D.T. 250 millions, F.O. 250 millions. (Nous ignorons ce qu'a reçu la C.F.T.C. Mainteneur).

Voilà qui rétablit la vérité ! Clament les grands vertueux Seguy, Krasucki et Cie. (Suite page 6)

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE POMPIDOU

QUE FERONT LES TRAVAILLEURS ?

Le jeudi 10 juillet, Pompidou, nouveau Président de la République capitaliste française donnait sa première conférence de presse après sa « brillante » investiture (moins d'un tiers des électeurs !).

On a déjà beaucoup parlé de cette conférence, les journaux bourgeois et révisionnistes lui ont consacré de longues colonnes, analysant à la loupe telle ou telle phrase ; la radio et la télé nous ont rabattu les oreilles des objectifs, des orientations « nouvelles » du « nouveau » Président, chacun découvrant soit un style « nouveau », une ouverture, soit une continuité de la politique de de Gaulle. Comme on dit « il y a à boire et à manger » et chacun y retrouve ses petits.

Bien sûr, dans cette bonne France bourgeoise où la « liberté d'orientation et d'expression » serait reine, on peut tout dire, tout penser... à condition de jouer le jeu, que l'on soit partisan actif du gaullisme « de droite » ou « de gauche », ou dans l'opposition respectueuse, réformiste ou révisionniste, que l'on soit journaliste, observateur politique ou bonze syndicaliste « contestataire ». En fait, on mange à la même gamelle, on fait tous ses efforts pour améliorer, rajeunir, bien rôder et graisser la bonne vieille machine capitaliste, qui pour le plus grand profit de tous doit continuer à fonctionner. Et chacun à sa petite idée là-dessus et s'en explique en toute candeur (ou ruse), mais comme le fait que l'on se trouve sur le même bateau est une vérité admise par tous, alors il devient possible de s'entendre et de travailler de concert pour colmater les voies d'eau qui pourraient se produire et pourraient amener un naufrage.

D'ailleurs mai 1968 nous a beaucoup appris sur ce point. Oui, on joue le jeu, et après la salade électorale où chacun a tenu son petit rôle au mieux des intérêts de l'ensemble, on poursuit par la traditionnelle cuisine parlementaire, ministérielle et présidentielle. Les bonzes retournent sagement s'asseoir chez M. le ministre, et en sortant ont toute la joie de trouver là pour recueillir leurs déclarations, ces autres acteurs du régime que sont les journalistes bourgeois. Pendant ce temps, le chef d'orchestre Pompidou, dans le calme apparent du système « rajeuni », à tout loisir pour faire le point et reprendre la tradition de son ancien patron en faisant des conférences de presse où l'on parle de tout et de rien.

Du coup, les personnalités, les notables, les patrons peuvent vaquer à leurs occupations comme si rien ne s'était passé. Le souvenir de mai 1968 leur reste en travers de la gorge cependant. Et l'avant-scène du théâtre bourgeois ne peut dissimuler ce qui se passe dans les faits, dans la réalité concrète : le peuple, trompé, trahi est de plus en plus conscient qu'il faudra une revanche. Ces messieurs, malgré leur belle assurance, ne peuvent cacher leurs difficultés internes et externes qui rongent leur belle machine. Il ne leur est plus possible de nier les graves conséquences pour eux de la crise économique qui ne fait que s'accroître, malgré leurs efforts pour la dominer et en arrêter les effets destructeurs. La contradiction principale en régime capitaliste est de plus en plus aiguë : exploités contre exploités. Et là non plus ça ne va plus, la répression qui a suivi mai-juin 1968 n'a rien solutionné, au contraire. La crise s'accroît, la prise de conscience des travailleurs se développe en même temps. Les valets serviles sont de plus en plus démasqués, et donc de plus en plus impuissants à contrôler et saborder les luttes.

Le système est malade, les docteurs de la bourgeoisie très inquiets !... Pompidou peut décorer Massu, ou augmenter les escadrons de C.R.S., tout cela ne sauvera pas le régime capitaliste, ce système honteux qui est irrémédiablement condamné.

Mais que pensent le travailleur, la travailleuse, qui triment toute la semaine, partageant leur temps entre le travail forcené qu'on leur impose et les difficultés de logement, de budget à boucler, etc. Que pensent tous ces travailleurs, qui par leur labeur et leurs privations assurent la vie de château de tous ces gérants du capitalisme ? Pas besoin de faire un sondage d'opinion, chacun vous répondra sans détour, sans tournures de phrases. Parce qu'ils sont tous au centre de l'engrenage qui les broient un peu plus chaque jour. Oui, que pensez-tu, camarade, des déclarations de Pompidou ?

« Non, mais, tu veux rire ou quoi ? Mais que veux-tu donc que ça me foute tous ces discours de ces salauds ? Ce que je vois dans tout ça, c'est que c'est toujours pareil. On a parlé d'un peu tout, mais qu'est-ce que ça change, hein ? Rien pour les ouvriers en tous cas, il a même par parlé des salaires, ou plutôt si... ce que j'en ai retenu c'est seulement si les entreprises développent encore leurs profits !... Il est pas culotté, non ? Tu te rends compte, il faut qu'ils gagnent encore de l'argent, c'est pas suffisant ce qu'ils ont déjà, ce qu'ils ont amassé depuis la libération sur notre dos, il faut qu'ils investissent, il leur faut une industrie moderne, puissante, compétitive (là le travailleur appuie ironiquement sur chaque syllabe), car c'est là, selon eux, qu'est la base de tout progrès social ! Non, mais dis donc, ça fait vingt-cinq ans moi que j'entends cette musique, tu crois pas qu'elle est un peu usée ?

On nous dit qu'il faut que les patrons puissent se payer des bécanes bien modernes, installer de nouvelles chaînes plus rentables, plus rapides, augmenter le rendement, la productivité ! Alors on va leur payer ça, puis, ces belles mécaniques, ils vont vouloir les amortir, alors on les payera deux fois, puis on va leur faire rendre le maximum, avec nos bras et nos nerfs, sur notre santé quoi, on accélérera les cadences ! D'abord les cadences, ça devrait pas exister, c'est un piège pour mieux nous exploiter... Puis il y aura des bonhommes en trop sur les fabrications, on les flanquera à la porte, mais on aura gagné la bataille de la rentabilité. Alors peut-être pour mieux nous tromper on nous proposera des miettes, dans dix ans, ou aux calendes ? Tout ça, c'est leur politique de « progrès social »... Ça ne leur coûte rien d'en parler, de dire : « Oui, les gars, travaillez et vous aurez des salaires convenables, une semaine de travail moins longue, les 40 heures » ! Non, mais pourquoi pas... des conditions de travail reposantes, agréables, pourquoi pas même pendant qu'on y est, la retraite à 60 ans ou même à 55 ! Et des logements, des logements, les gars, des vrais palaces, et sociaux de surcroît... avec des garde-chiourme complaisants à vos petits soins, l'âge d'or, quoi... Mais avant de pouvoir vous payer tout ça, il faut que les coffres soient pleins, pleins à craquer, alors, « travailleurs, faut pas faire les cons, faut bosser, faut retrousser vos manches » !

D'ailleurs, pour les logements, c'est en partie résolu qu'il a dit, Pompidou, c'est plus un problème national, il est seulement parisien. Ah là, je suis bien content pour mes cousins de province, pour une fois qu'ils ont des avantages sur nous... ! (Suite page 2).



ÉDITORIAL (suite de la page 1)

Tout cela, c'est bien beau, seulement, y a un « seulement ». Pour nous faire rentrer ça dans le crâne, il va falloir qu'ils se lèvent de bonne heure, les « Pompidistes », et je leur souhaite bien du courage, ils ont une drôle de campagne idéologique sur la planche. Je ne suis pas prophète, mais c'est une bataille à contre-courant, perdue d'avance. Retrousser nos manches?... Une belle arrivée?... On a déjà entendu ça, les sieurs Thorez et de Gaulle nous l'ont déjà fait, ce coup-là, et on a vu ce que ça nous a rapporté!...

Voilà comment les travailleurs, de plus en plus nombreux, réagissent devant la mascarade. Politisés ou pas, c'est leur bon sens prolétarien qui parle, c'est la vie du prolétaire qui s'exprime à travers eux, ce sont les multiples trahisons dont ils ont été victimes qui les ont peu à peu éduqués. Pour eux, la bourgeoisie, la social-démocratie ça ne pose plus de problèmes. Cependant pour un grand nombre il y a encore un attachement sentimental dans ce que furent le P.C.F. et la vieille C.G.T., leurs véritables luttes de classes, à nous de faire que ces illusions s'en aillent comme les autres. Chaque jour de nouveaux travailleurs comprennent mieux que la contradiction entre exploités et exploités ne se résoudra que par la révolution, même s'ils ne l'expriment pas encore très clairement.

Comme par exemple : « Il n'y a rien de changé, ils ont remis les mêmes, c'est du gaullisme sans de Gaulle, ça va mal finir, il y aura un « coup de chien ». Cette fois, il ne faudra pas leur laisser sauver leurs meubles! » Voilà des phrases qu'on peut entendre chaque jour, de plus en plus, dans les usines.

Nous savons, nous, ouvriers marxistes-léninistes, que pour que cette colère, cette prise de conscience puisse aboutir au renversement du capitalisme, à l'instauration du socialisme, il faut un puissant parti révolutionnaire, capable d'orienter et de diriger les luttes, une force syndicale nouvelle et révolutionnaire, liée à la base, capable de canaliser et orienter le mouvement spontané des masses, il faut un front uni des couches exploitées ayant intérêt à la révolution, dirigé par la classe ouvrière et par son parti d'avant-garde.

Il faut que les idées de tous soient claires, découlent d'une analyse précise de la situation et débouchent sur des mots d'ordre précis, collant à chaque étape de la lutte, à chaque tournant de la situation, comme par exemple aujourd'hui « Unité à la base et dans l'action! » et « Créons et organisons nos Comités de base! ».

C'est à la réalisation de toutes ces tâches que les marxistes-léninistes doivent s'appliquer, pour être prêts à la prochaine secousse révolutionnaire, pour diriger les luttes, les coordonner, les concentrer sur l'ennemi; disons même que ce sera à l'avant-garde marxiste-léniniste, si elle a suffisamment grandi en quantité et en qualité, de prendre l'initiative de la prochaine grande vague révolutionnaire, sans aventurisme, sans ultra-gauchisme qui risqueraient d'amener des catastrophes, et de reculer les échéances pour longtemps!

C'est une bataille de chaque instant, une bataille contre la montre qu'il nous faut mener, car le cours de l'histoire, dans sa marche en avant, ne nous attend pas. N'oublions jamais que ce sont les masses qui font l'histoire, faisons en sorte que cette histoire aille dans le bon sens, qu'elle ait un guide, une boussole pour enterrer à jamais la vieille société exploiteuse, pour ouvrir la voie au socialisme, pour que les travailleurs et leurs alliés deviennent les maîtres de leur destin, et non plus les victimes d'une poignée d'oisifs, de gérants et de mystificateurs avides de profits!

Au travail, camarades, la route est longue et semée d'embûches, mais armés du marxisme-léninisme et de la pensée-Mao Tsé-toung, quelles montagnes ne pourrions-nous pas renverser?

Un ouvrier métallo parisien.

20 JUILLET 1969. — XV^e ANNIVERSAIRE DES ACCORDS DE GENEVE SUR LE VIET-NAM.

Que tous les camarades anti-impérialistes diffusent plus que jamais, à cette occasion, les documents vietnamiens en langue française (Centre Information Viêt-nam, 17, rue du Sentier, Paris-II^e), et popularisent ainsi les actuelles et décisives victoires de la guerre du peuple vietnamien.

Une semaine de luttes dans le Monde et en France

PROLONGEMENT DES GREVES

- S.P.A.D.A. (Construction et travaux publics) A NICE : en grève illimitée depuis le 1^{er} juillet contre le licenciement de deux militants ouvriers.
- LAMINOIR DE KNUTANGE EN MOSELLE : les pontonniers et aciéristes sont en grève depuis le 2 juillet pour une augmentation de salaire.

LUNDI 7 JUILLET

- SOCIÉTÉ DES TUYAUX CENTRIFUGES A LA ROCHE-BERNARD (MORBIHAN) : licenciement de 41 personnes sur un effectif de 69.

MARDI 8

- NICE : les employés municipaux, de transports en commun, des hôpitaux, les dockers, les ouvriers du livre, débrayent de 1 à 2 heures, en solidarité avec la lutte menée par les ouvriers de la S.P.A.D.A. contre le licenciement de deux militants ouvriers.
- MONTBELIARD : une centaine de commerçants et d'artisans envahissent la salle d'audience du Palais de Justice, contre le jugement d'une affaire de cotisation-vieillesse. L'affaire a été renvoyée.

MERCREDI 9

- THIRIEZ A DOULLENS (SOMME) : débrayages des ouvriers du textile pour la garantie de l'emploi et contre la menace de fermeture de l'usine. Un Comité de Défense est créé, comprenant les ouvriers de l'usine et les habitants de la ville.
- ORGANO-SYNTHESE A GENNEVILLIERS : grève de 48 heures pour une augmentation des salaires et de meilleures conditions de travail.

JEUDI 10

- CINEMA GIT-LE-CŒUR A PARIS : de jeunes fascistes font irruption vers 23 h 30 dans la salle où est projeté le film « Viêt-nam, l'année du cochon » et lancent trois grenades fumigènes. Cet acte odieux passé, les spectateurs purent continuer de voir ce film qui démasque de façon éloquent les mensonges et les contradictions de l'impérialisme américain, vu par des progressistes américains.

VENDREDI 11

- C.I.M.A. A CROIX, BANLIEUE DE ROUBAIX : des militants qui distribuent des tracts dénonçant les révisionnistes de la C.G.T. et du P.C.F. à la porte de l'usine sont interpellés par les forces de répression de l'Etat bourgeois. Un militant est arrêté et écroué.
- C.I.I. (Compagnie internationale pour l'informatique) DE LOUVENCIENNES ET CLAYES-SOUS-BOIS : les secrétaires et dactylos débrayent pour la révision des coefficients hiérarchiques (resserrement de la fourchette), contre la déqualification.
- PARIS : le tribunal administratif annule l'ordre d'appel sous les drapeaux des huit étudiants parisiens dont le ministères des Armées avait révisé le sursis militaire, après leurs exclusions de l'Université de Paris. Le Conseil supérieur de l'Éducation nationale avait annulé le 12 mars la décision d'exclusion prise par le recteur, le 2 février. Le tribunal a jugé que ces deux mesures étaient liées, la réintégration était illégale et « entachée » d'excès de pouvoir. Le sursis est rétabli pour les huit étudiants. Un jugement identique a été rendu concernant un étudiant de Lille.

BASTIONS SOCIALISTES

- CHINE. — A la suite d'une nouvelle provocation armée, le 8 juillet, des révisionnistes soviétiques dans la région de l'île Patcha (fleuve Heilong, région du Heilongkiang), les miliciens chinois, en état de légitime défense, ont riposté. Nombreuses manifestations d'indignation des populations locales.
- ALBANIE. — 26^e anniversaire de la fondation de l'armée populaire d'Albanie. Suivant son mot d'ordre « la pioche dans une main, le fusil dans l'autre », l'armée populaire d'Albanie a toujours été dans le peuple comme le poisson dans l'eau, l'a aidé lors des calamités naturelles (tremblements de terre d'avril), pour les moissons d'été; appliquant les principes révolutionnaires « compter sur ses propres forces et travailler dur », l'A.P. d'Albanie procède au défrichement et à des activités productives nombreuses. En même temps, elle s'entraîne à repousser toute éventuelle agression révisionniste.

ZONE DES TEMPÊTES

- VIET-NAM. — Les bombardements et attaques des camps américains s'intensifient. A Pan Thuet, les F.A.P.L. après avoir bombardé le camp, l'investissent. Au sud de Da-Nang, embuscade très meurtrière contre une compagnie de parachutiste U.S. Deux avions abattus au-dessus de la R.D.V. (330^e avion abattu).
- LAOS. — Bilan victorieux de l'A.P.L. pendant la saison sèche (novembre 1968 à juin 1969) : 12 000 ennemis hors de combat, 284 avions détruits, 2 000 armes saisies, 103 véhicules militaires saisis ou détruits, 29 ponts détruits. Sur les arrières de l'ennemi, les jeunes ont pris le maquis en masse pour éviter d'être enrôlés dans l'armée fantôme, les populations ont détruit les hameaux stratégiques où l'on voulait les enfermer et aidé l'A.P.L. à détruire les lignes de communication de l'ennemi.
- THAÏLANDE. — Importantes victoires depuis 6 mois dans le Nord (province de Chiang-rai) : 200 ennemis hors de combat, dix avions détruits, important matériel détruit ou saisi.
- INDE. — Les manifestations se poursuivent dans la région du Telengana.
- COREE (SUD). — Depuis plus de quinze jours, les étudiants manifestent presque quotidiennement contre le projet de réforme de la constitution qui permettrait au fasciste Park Chung-hee de solliciter un troisième mandat présidentiel.
- MALAISIE. — Nouvelles manifestations des minorités indiennes et chinoises contre les agressions racistes dont elles sont victimes.
- ARGENTINE. — Contre les licenciements de 400 d'entre eux qui avaient participé à la grève générale des 30 juin et 1^{er} juillet dernier, grève de 48 heures, de 170 000 cheminots.
- URUGUAY. — Plusieurs attaques de commandos (« Tupamaros ») contre des policiers. Grève de tous les quotidiens de Montevideo après l'arrestation des participants à une réunion syndicale de la presse (réunion interdite en vertu de l'état de siège qui régnait en Uruguay).
- COLOMBIE. — Deux manifestants tués, 128 blessés à Ipiales dont la population lutte contre la déficience des services publics.
- PALESTINE. — Tandis que la R.A.U. mène des actions répétées contre les agresseurs israéliens et que plusieurs avions israéliens sont abattus au-dessus de l'Égypte et de la Syrie, les commandos palestiniens font le bilan des victoires importantes remportées en juin : les groupes « Al Assifa » (organisation militaire d'El Fath) et d'autres commandos ont lancé ce mois 234 offensives. Plus de 400 agresseurs israéliens hors de combat, un avion abattu, 61 postes détruits, 57 positions d'artillerie et de mitrailleuses détruites, une fabrique et 12 dépôts de munitions détruits, 21 ponts et voies ferrées, 150 véhicules militaires détruits.
- ETHIOPIE. — Protestant contre le régime fasciste d'Hailé Sélassié, des étudiants éthiopiens ont partiellement détruit l'ambassade d'Éthiopie à Washington-U.S.A.
- AFRIQUE DU SUD. — La promulgation d'une nouvelle loi fasciste muselant la presse a soulevé des protestations de la part de la Société des Journalistes Sud-Africains, ainsi que dans les milieux de la magistrature.

PAYS CAPITALISTES

- ITALIE. — Pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, 100 000 ouvriers agricoles sont en grève contre les propriétaires fonciers dans la région de Bari. Des fermes, la gare de Gioia del Colle, centre agricole important, ont été occupées, ainsi que de nombreuses mairies. Des barricades ont été dressées dans de nombreux villages.
- U.S.A. — Manifestations de jeunes contre Rockefeller aux cris de « l'Amérique latine ne veut pas de toi, nous n'en voulons pas plus » à l'aéroport lors de son retour et devant sa résidence à New-York. A Tampa (Floride), manifestation des noirs contre l'assassinat d'un bébé par la police. Contre la vie chère, les grèves se multiplient : Pittsburgh, Boston, bâtiment et postiers de Bronx, 4 000 éboueurs (en majorité noirs) de Boston, plusieurs milliers d'employés des cafés et restaurants de Seattle.
- NOUVELLE-ZELANDE. — A Auckland et Christchurch, ouvriers et étudiants ont manifesté contre le soutien actif de l'agression U.S. au Viêt-nam par le gouvernement (envoi de troupes, etc.), contre l'installation dans l'île d'une station U.S. de radio repérage et contre l'organisation d'une police spéciale.
- GRANDE-BRETAGNE. — Grève « illégale » des cheminots (réseau est et sud de Londres).
- PORTUGAL. — Livraison à la P.I.D.E. par la police espagnole de Da Palma, militant antifasciste portugais. De nombreuses protestations partout en Europe pour éviter qu'il ne soit purement et simplement assassiné comme le fut Delgado, lui aussi livré à la P.I.D.E. par les fascistes franquistes.
- JAPON. — Les étudiants luttent contre la répression. Les prévenus refusent de paraître en audience, les accusés transfèrent leurs procès en meeting politique. Le 28 avril, plusieurs centaines d'étudiants ont déclenché dans la prison où ils étaient détenus une manifestation contre l'occupation d'Okinawa par l'impérialisme U.S.

DERNIERE MINUTE

Selon des informations encore non confirmées, un tribunal militaire franquiste aurait condamné à mort trois militants autonomistes basques. La première exécution devait avoir lieu le 16 juillet, les deux autres le 18 juillet. S'ils étaient confirmés, ces crimes monstrueux justifieraient une protestation active d'ampleur mondiale.

SOUSCRIPTION NATIONALE

| | | |
|------------------------------|------------------------|-------------|
| Total précédent | | 29 108 F,80 |
| M. D. | Rennes | 9 F— |
| A. P. | St-Remèze | 30 F— |
| C.D.H.R. | Grenoble | 150 F— |
| Diffuseurs | Annecy | 6 F— |
| C.D.H.R. | Rennes | 120 F— |
| Militant M.-L. | Paris-XII ^e | 72 F— |
| C.D.H.R. | Censier | 130 F— |
| A. J. | Paris-XI ^e | 30 F— |
| C.D.H.R. | Lyon | 281 F— |
| L. P. J. | Le Faou | 5 F— |
| C.D.H.R. E. N. | Nice | 100 F— |
| R. L. | Grenoble | 50 F— |
| J. U. | Grenoble | 50 F— |
| R. L. (juillet) | Var | 10 F— |
| M. P. | Tours | 200 F— |
| C. C. | Rennes | 5 F— |
| Anonyme | Beaucaire | 10 F— |
| G. le C. | Paris | 10 F— |
| C.H.R. | Toulouse | 135 F— |
| J. M. | Villeurbanne | 12 F— |
| C.D.H.R. | Vincennes | 200 F— |
| C. B. | La Courneuve | 16 F,40 |
| C.D.H.R. personnel | Orsay | 1 200 F— |
| U. ST | Toulouse | 200 F— |
| M. D. | Dinan | 8 F— |
| C.D.H.R. N-Béthune | Paris | 100 F— |
| C.D.H.R. Pernéty | Paris | 260 F— |
| Soutien H.R. | Vigneux | 50 F— |
| Un camarade | Gare de Lyon | 20 F— |
| C.D.H.R. Massy | | 50 F— |
| C.D.H.R. (place du Commerce) | Paris-XV ^e | 250 F— |
| Total général | | 32 878 F,20 |

NOUVELLES DISPOSITIONS POUR LA FIN JUILLET ET LE MOIS D'AOUT

Nous avons annoncé des mesures destinées à tenir compte des difficultés de diffusion pendant la période du 20 juillet à la fin août. Il s'agissait de publier quatre numéros de quatre pages seulement.

De nombreux lecteurs et des C.D.H.R. nous ont écrit à ce sujet et leurs réactions ont conduit le comité de rédaction-administration à réexaminer ses décisions antérieures. Pour tenir compte des observations formulées, il a été décidé de supprimer la formule du quatre pages. Ceci nous conduit à publier « L'Humanité-Rouge » sur huit pages, le 24 juillet (la semaine prochaine), mais à supprimer sa parution le 31 juillet (veille des grands départs en vacances). Un autre numéro de huit pages sortira le 14 août (milieu du mois). La reprise de la parution hebdomadaire normale se fera le 4 septembre.

Exceptionnellement, le numéro du 14 août (n° 23) ne sera pas diffusé en kiosques ni distribué par les Messageries. (Economie importante en évitant un déficit inévitable à cette époque). Il sera donc exclusivement destiné aux abonnements et à la vente militante (et aussi aux librairies non fermées à cette date).

Les abonnements de vacances comporteront toujours 10 numéros pour 5 francs et seront donc prolongés en conséquence. Ainsi l'inconvénient d'avoir à vendre 1 F un journal de 4 pages seulement est-il supprimé. La publication prévue pour la mi-août supprime le grave inconvénient politique d'une absence de parution pendant une période trop longue. Au surplus, les aspects financiers importants liés à la balsa saisonnière déjà amorcée (vente militante en régression de 1 000 numéros environ en deux semaines de juillet) trouvent aussi une juste solution dans cette nouvelle formule.

DEUX PUBLICATIONS RÉCENTES ATTESTENT DE L'IMPORTANT PROGRÈS DE L'INFLUENCE DU MARXISME-LÉNINISME EN FRANCE

Deux publications viennent de paraître presque en même temps, qui témoignent éloquentement d'importants progrès de l'influence du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung dans notre pays.

Quatre militants du P.S.U. offrent aux lecteurs une riche plaquette dont le seul titre est significatif : « Contribution au problème de la construction d'un parti marxiste-léniniste de type nouveau » (1). La tendance constituée par A. Badiou, H. Jancovici, D. Menetrey et E. Terray se situe incontestablement à l'extrême-gauche du P.S.U. En témoigne leur analyse de la situation du mouvement révolutionnaire, comme de leur propre parti après (comme pendant et avant), la tempête de mai-juin 1968. Il est remarquable que la pratique ait conduit ces camarades, et il ne peut y avoir dans ce terme, en ce qui les concerne, aucune ambiguïté, à une réflexion théorique fondamentalement juste. Qu'il s'agisse du révisionnisme moderne, du rôle du P.C. » F., de la C.G.T., du P.S.U. ou de la C.F.D.T., ces militants se livrent à une critique impitoyable de leurs contenus de classe. Qu'il s'agisse du problème de la Tchécoslovaquie, ils débouchent sur une appréciation qui est la nôtre : « Dubcek et Brejnev sont du même côté », le véritable choix reste entre révisionnisme ou révolution culturelle.

Mais, et c'est là un critère capital, ils vont plus loin encore : ils ne se limitent pas à proclamer la justesse scientifique de la lutte de classes, ils démontrent la nécessité historique de la dictature du prolétariat. Après l'ensemble de leurs appréciations, ils en viennent logiquement à exiger de leur parti un changement complet de politique, l'établissement de liens nouveaux avec le Parti communiste chinois, le développement prioritaire des liens avec les mouvements marxistes-léninistes en Europe comme ailleurs, la prise en considération de la signification stratégique de l'enseignement de Mao Tsé-toung « Le pouvoir est au bout du fusil » et son aspect tactique immédiat dans les pays des continents où se développe dès maintenant la lutte armée populaire anti-impérialiste, enfin la rupture de liens sans principe avec des organisations pseudo-révolutionnaires (F.L.N. algérien, Ligue des communistes de Yougoslavie) ou même fascistes (le Baas).

On comprend après cet énoncé qu'ils aient rencontré d'amples difficultés pour exposer leur juste point de vue devant le 6^e Congrès du P.S.U. et sans doute l'article d'Emmanuel Terray : « Marxisme-léninisme ou social-démocratie » a-t-il soulevé pas mal de vagues au sein de la vieille garde sociale-démocrate des Bourdet et autres trotsko-socialiste du genre Martinet, sans parler de la tendance technocratique et du mot d'ordre de Rocard préconisant une politique « révolutionnaire » par « des moyens extra-légaux mais pacifiques ». L'intervention d'Alain Badiou nous est livrée intégralement, et c'est positif, mais elle n'a pu être lue au congrès de Dijon « en raison de la réglementation du temps de parole ».

Un tel fait nous conduit à signaler les points de légères divergences tactiques qui peuvent exister entre nous et ces camarades, en soulignant le fait que la discussion doit permettre de les solutionner rapidement. Badiou et ses camarades entendent poursuivre « la lutte interne » au sein du P.S.U. Il est vrai que les

structures et les mœurs d'un tel Parti (de type social-démocrate, c'est-à-dire « à tendances ») leur rendent cette tâche plus facile. Mais est-ce vraiment dans le P.S.U. qu'ils parviendront à contribuer efficacement à l'édification d'un Parti marxiste-léniniste, dont ils considèrent fort légitimement et avec beaucoup de clairvoyance qu'il doit être de contenu prolétarien ?

Par ailleurs (mais le fait ne leur est nullement imputable à défaut d'informations précises et vérifiables) lorsqu'ils énoncent les tâches du moment, ils indiquent dans leur point 4 qu'il convient de « rechercher partout la discussion et l'unité militante avec les comités d'action comme avec les éléments marxistes-léninistes organisés en précisant : Humanité Rouge, Cause du peuple, Ligne rouge ». Nous sommes convaincus qu'ils corrigeront, sur la base d'enquêtes sérieuses qu'ils préconisent par ailleurs, l'erreur qui consiste à assimiler à des marxistes-léninistes conséquent les anarcho-spontanistes de « La cause du peuple » et les doctrinaristes sectaires coupés de la classe ouvrière que sont les quelques étudiants bavards de « Ligne rouge ».

Par-delà ces réserves de détail faciles à lever grâce à des discussions, « preuves à l'appui », il n'est absolument pas douteux que les documents présentés par la tendance Badiou-Terray constituent une contribution à la construction, nous disons, nous, à l'édification de l'avant-garde marxiste-léniniste en France.

**

« Frères du monde » est une revue publiée par un groupe de religieux et laïques franciscains de Bordeaux, dont un numéro consacré à « Voie chinoise ou voie indienne » avait retenu l'attention des marxistes-léninistes voici déjà quelques années. Prenant sans ambiguïté le parti de la voie chinoise et présentant la direction de Mao Tsé-toung comme seule susceptible de déboucher sur l'émancipation réelle des masses opprimées, tout en l'opposant à la voie capitaliste imposées au peuple indien par son gouvernement et les impérialistes étrangers, ce numéro spécial n'était pas resté sans soulever d'amples difficultés à ses auteurs avec la haute hiérarchie catholique.

Aujourd'hui « Frères du monde » ouvre ses colonnes à un groupe de militants paysans, dont nous ignorons les éventuelles convictions religieuses, l'essentiel étant pour nous de prendre connaissance non sans un vif intérêt de leurs analyses et conclusions concernant le sujet qui les touche directement : la recherche « d'une ligne révolutionnaire pour les paysans » (2).

Il y a près d'un an, ces camarades, et ici encore ce terme est employé sans ambiguïté, nous allons voir pourquoi, avaient déjà consacré leurs efforts, immédiatement après la tempête révolutionnaire du printemps 1968, à étudier le problème « d'une agriculture au service des travailleurs » (2).

Désormais ils dépassent leurs premières analyses, en débouchant de manière fort pertinente sur « la nécessité d'un parti révolutionnaire ». Leur étude démontre aussitôt que, pour des raisons diffé-

rentes il est vrai, « P.C. » F. et P.S.U. ne sont pas de véritables partis révolutionnaires, aussi s'efforcent-ils de rassembler les premiers « éléments pour une ligne révolutionnaire du mouvement paysan en France », et le moins que nous puissions dire à la lecture de leur travail, c'est qu'il nous paraît de nature à constituer une approche extrêmement sérieuse, une base de discussion intéressante où se distinguent parfaitement la juste assimilation de principes marxistes-léninistes, et singulièrement, de la pensée-maotsetoung. La reconnaissance explicite de la direction idéologique de la classe ouvrière, la question de la prise du pouvoir envisagée en dehors de toute voie pacifique ou parlementaire, mais à travers une lutte prolongée comportant la violence révolutionnaire, la nécessaire alliance de couches moyennes écrasées par l'état des monopoles avec la classe ouvrière, voici autant de points abordés qui témoignent d'une orientation fondamentalement juste. Aussi accueillons-nous avec intérêt le chapitre intitulé « Suggestions pour le combat politique des paysans travailleurs », que nous lisons et étudions un peu à la manière préconisée par ces paysans révolutionnaires, qui précisent leur conception d'une méthode de connaissance et d'action universelle pour tous les militants révolutionnaires : « Elle nécessite des enquêtes minutieuses à la base, des réunions locales où l'on ne vient pas principalement pour faire des discours mais pour écouter. » Lire ce numéro de « Frères du Monde » revient pour nous à écouter ce groupe de paysans, qui nous apporte des informations et des appréciations plus qu'intéressantes.

Est-ce à dire que nous n'aurions pas quelques points à faire préciser, quelques légères divergences d'ordre tactique, nous ne pouvons l'affirmer ni l'infirmier, ce qui importe actuellement, c'est que nous puissions discuter. Les numéros 54-55 et 59 de cette revue nous en offrent la possibilité. C'est là une ouverture d'une importance considérable pour l'avant-garde marxiste-léniniste, dont l'édification exige qu'elle se fonde sur une juste connaissance et une attitude conséquente vis-à-vis des petits et moyens paysans victimes du capitalisme monopoliste d'Etat.

Pour conclure, précisons que ces progrès de l'influence du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung dans notre pays ne sont pas seulement quantitatifs, mais aussi, et c'est ce qui est capital, qualitatifs. En effet jusqu'ici la trahison des dirigeants révisionnistes n'avait engendré son contraire que dans des milieux d'origine intellectuelle et dans ses propres rangs (ouvriers et autres). Que le P.S.U. soit touché à son tour, et que des paysans parviennent à une prise de conscience révolutionnaire aussi claire, voici qui constitue un fait nouveau de portée capitale pour l'avenir, c'est-à-dire pour l'édification du Parti marxiste-léniniste et le développement de ses liens avec les masses laborieuses, pour la marche en avant vers la révolution socialiste.

(1) Contribution au problème de la construction d'un parti marxiste-léniniste de type nouveau par A. Badiou, H. Jancovici, D. Menetrey, E. Terray — éditions François Maspéro, 1, place Paul Painlevé, Paris (5^e), 2 francs.
(2) Frères du Monde, n° 55-56-59, l'exemplaire 6,50 F., 208, rue de Pessac à Bordeaux.

Des lecteurs de « LA CHINE » et « LA CHINE EN CONSTRUCTION », mensuels illustrés des « éditions Guozhi Shudian » de Pékin nous ont fait part de leur indignation devant le « veto » du gouvernement français contre ces publications, qui étaient jusqu'alors diffusées en France (abonnements et ventes en kiosques) avec une très rapide progression.

Ce brillant succès d'édition en français de périodiques chinois attestent du prestige de la pensée de Mao Tsé-toung et de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, ainsi que de la « ligne de masse », marxiste-léniniste, de nos camarades journalistes chinois. C'en était trop, en particulier depuis le printemps 1968, pour la bourgeoisie apeurée ; et pour le P.C. » F. qui voit sa littérature révisionniste et pro-soviétique périr chaque jour, face à l'audience grandissante du marxisme-léninisme.

Sans doute y a-t-il donc eu une de ces nombreuses tractations secrètes entre gaulistes et révisionnistes pour interdire la diffusion en France, depuis plusieurs mois, de « LA CHINE » et « LA CHINE EN CONSTRUCTION ». En faisant cela, la bourgeoisie française se sera encore « soulevé une pierre pour ce la laisser retomber sur les pieds » ; car ce ne sont pas de telles mesures qui empêcheront les peuples de France et de Chine de développer leurs nombreux liens d'amitié, que donnent avant tout la lutte de classes, la pratique et la théorie révolutionnaires guidés par le marxisme-léniniste et la pensée de Mao Tsé-toung.

A nous d'exiger des autorités françaises le rétablissement de la libre diffusion de « LA CHINE » et « LA CHINE EN CONSTRUCTION », dont l'interdiction arbitraire constitue une nouvelle atteinte à la liberté d'information... bourgeoise, et à l'amitié prolétarienne franco-chinoise !

C'est dans ce but que nous rendons public la lettre ci-dessous ; adressée par les éditions « Guozhi Shudian » à tous ses abonnés de France :

Cher abonné,

Nous vous remercions vivement de vous être abonné à notre revue « La Chine » ou « La Chine en construction ». Dans le passé, vous avez pu recevoir régulièrement les revues que nous vous avons envoyées. Mais ce que nous regrettons beaucoup, c'est que depuis le deuxième semestre 1968, les autorités françaises intéressées ont commencé, sans aucune raison, à entraver nos envois de périodiques adressés à la France, en examinant et retenant ces envois, de sorte qu'un grand nombre de nos abonnés n'ont pu les recevoir. Malgré cela, partant de considérations en faveur de l'intérêt de nos abonnés, nous avons continué de leur expédier nos revues, nous leur avons d'ailleurs adressé un second envoi des numéros qu'ils n'ont pas reçus. Nous avons espéré que ces efforts de notre part aboutiraient au résultat escompté et que par suite, nos abonnés pourraient recevoir nos revues régulièrement. Or, non seulement les autorités françaises intéressées n'ont pas changé leur manière d'agir, mais elles ont encore empêché de plus belle les deux revues mentionnées ci-dessus de parvenir à nos lecteurs. Ne tenant pas

compte de l'amitié entre les peuples de France et de Chine, au mépris de l'intérêt de nos abonnés, elles sont allées jusqu'à estampiller la mention « NON ADMIS, loi du 29 juillet 1881 » sur les enveloppes dans lesquelles nous expédions ces revues à nos abonnés. Alléguant la loi du 29 juillet 1881, sous prétexte de « NON ADMIS », elles nous ont renvoyé une fois après l'autre ces deux revues auxquelles vous êtes abonné régulièrement. Voilà la vérité que nous devons vous expliquer.

Vu les circonstances que nous vous indiquons ci-dessus, afin que vous puissiez lire nos publications et connaître la grande victoire remportée dans la Grande Révolution Culturelle Proletarienne et les brillants succès réalisés dans notre édification socialiste par toutes les nationalités de notre pays, sous la direction clairvoyante de notre grand dirigeant le président Mao, nous avons décidé d'adopter des moyens appropriés pour vous dédommager de la perte de nos revues.

Veillez agréer, cher abonné, nos salutations les plus sincères.

Guozhi Shudian
Centre des Publications de Chine

FAITES CONNAITRE LA PENSÉE DE MAO TSÉ-TOUNG :



Œuvres du président Mao, en langue française :

- « Le Petit Livre Rouge » des citations ;
- « Sur la Guerre Populaire » ;
- « Les Trois Articles les plus lus » ;
- « Les Quatre Essais Philosophiques » ;
- Les Œuvres Choisies (4 tomes et « Ecrits Militaires »).

Diffusez

les brochures chinoises :

(Parmi les derniers titres :)

- LIN PIAO : Rapport du IX^e Congrès du Parti Communiste Chinois ;
- Statuts du Parti Communiste Chinois ;
- Réédition de textes classiques de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung.

Lisez Pékin-Information

Hebdomadaire politique international comprenant les principaux articles de la presse chinoise et d'autres importants documents du mouvement communiste marxiste-léniniste international.

Commandez ces ouvrages :

- A la librairie « Le Phœnix », 72, bd Sébastopol, Paris (2^e) ;
- Au siège des « Amitiés Franco-Chinoises », 32, rue M.-Ripoche, Paris (14^e), (dépositaire également du mensuel « Aujourd'hui, la Chine », 1 F.)

SAINT-QUENTIN

Pour un Comité de Base à U.N.E.L.E.C.

CONTRE LA DICTATURE PATRONALE
CONTRE L'EXPLOITATION HONTEUSE
DES TRAVAILLEURS

Dans la lutte contre l'exploitation patronale, nous avons parlé dans un tract précédent du rôle des syndicats à Unelec. Nous avons dit que parmi les deux syndicats qui se présentaient aux élections de délégués, aucun ne représentait réellement les aspirations de nous TOUS.

Pourquoi ?

La conception du syndicat, aussi bien pour la C.G.T. que pour la C.F.D.T.,

● c'est de faire élire leurs délégués tous les ans. Mais quels délégués ? Des gens dont la principale raison de se faire élire, c'est leur intérêt personnel et pas celui de nous tous.

En effet, on peut voir ces délégués, dans les deux syndicats, obtenir subitement une promotion inespérée (ex. : certains régleurs ou même tout simplement certains chefs), qui peut même aller jusqu'à une bonne place de pendulards, les meilleurs laquais du patron, avec des temps impossibles à suivre.

● c'est au nom de la défense de nous tous qu'ils s'appliquent à aller discuter avec le patron. Qu'y a-t-il dans ces discussions ?

Des revendications posées par l'ensemble de nous, réunis à la base ?

Non, simplement quelques revendications partielles (réparation des w.c., amélioration des hangars pour les deux-roues...) ; ce sont des revendications justes mais qui n'entament en rien les bénéfices que le patron fait sur notre dos, qui ne changent rien à notre exploitation.

Mais le cas d'Unelec n'est pas un cas isolé ; il reflète la situation de l'ensemble de la classe ouvrière en France, face à l'exploitation et à la répression de plus en plus dures du patronat en crise.

Face à l'insuffisance des syndicats réformistes, face à la trahison des dirigeants de la CGT, nous avons besoin d'une organisation de combat qui nous mène sans compromis jusqu'à l'abolition du patronat et du salariat.

Cette organisation, nous devons la construire de nos propres mains, au feu de la lutte de classe, unis dans l'action, par l'action et pour l'action. C'est pour cela que dans de nombreuses villes, surtout après la tempête révolutionnaire de mai-juin, des travailleurs se sont réunis pour entamer le combat et l'édification de cette organisation dans des comités de base.

Qu'est-ce qu'un Comité de Base ?

Ce n'est pas une organisation supplémentaire qui vient encore nous diviser. Les syndicats, quand ils font l'unité, la font au sommet. Cette unité-là, qui n'unit que les dirigeants, nous n'en voulons pas.

Le comité de base fait l'unité à la base, pour la lutte classe contre classe.

Le comité de base, c'est l'organisation qui unit tous les travailleurs au niveau de l'usine, sans distinction, les syndiqués et les non syndiqués, les travailleurs français et immigrés.

Toute revendication, toute forme d'action sont décidées par tous, réunis en assemblée. Deux principes doivent nous guider :

— tenir compte des besoins réels de l'ensemble, — et des désirs librement exprimés par l'ensemble, des résolutions prises ensemble et non celles de quelques-uns.

C'est pourquoi déjà, nous vous soumettons des revendications concernant les salaires.

1) Pas de salaires à moins de 100 000 francs anciens par mois.

Un loyer H.L.M. correspond à 20 ou 25 % de cette somme. Ce salaire est un minimum à l'heure actuelle pour vivre, sans avoir recours au travail les jours de congés.

2) Intégration du boni et des primes dans le salaire. Pour se défendre contre les abus du patron, pour vérifier nos feuilles de paye.

Pour éviter que le patron maintienne, grâce à ce système incontrôlable, un régime policier en distribuant des primes à certains pour s'en servir de mouchards ou de briseurs de grève.

3) Pas d'augmentation en pourcentage qui a pour but d'augmenter les écarts, donc d'augmenter la division.

4) Compression de l'échelle des salaires. N'avoir que six catégories. Augmenter les salaires les plus bas.

5) Abolition des hiérarchies intermédiaires.

6) Abolition des zones de salaires.

7) 40 h payées 48 h.

Ces revendications portent sur les salaires ; il reste le problème de la sécurité de l'emploi, des conditions de travail, des droits syndicaux et politiques.

La correction et la poursuite de l'élaboration de notre programme revendicatif se feront ensemble, avec tous ceux qui sont décidés à mener la lutte classe contre classe.

ORGANISONS-NOUS :
A LA BASE ! DANS L'ACTION ! POUR L'ACTION !
Des travailleurs communistes marxistes-léninistes d'Unelec (Usine de Saint-Quentin).

UNITÉ A LA BASE



TIRONS LES ENSEIGNEMENTS
DE LA GRÈVE DES OUVRIERS
ET TECHNICIENS DE L'I.N.A.G.
(INSTITUT NATIONAL D'ASTRONOMIE
ET DE GEOPHYSIQUE)

Après un mois de grève, les travailleurs de l'INAG soutenus par tous ceux de la Recherche Scientifique, ne comptant que sur leur combativité, ont réussi à faire céder la direction quant à l'essentiel de leurs revendications immédiates et par là même, à contrecarrer la politique du grand capital en matière de recherche.

LA POLITIQUE DU POUVOIR.

Pour faire face à la concurrence internationale et développer en même temps leurs profits, les capitalistes, détenant les moyens de production, veulent faire payer aux travailleurs la « rentabilisation » de l'économie. Ainsi, pour la recherche, où il existe un potentiel de main-d'œuvre qualifiée, un vaste plan d'intégration des laboratoires à l'industrie privée, a été mis sur pied. Cette politique est clairement mise en évidence par la transformation du « ministère de la Recherche scientifique » en « ministère de Développement industriel et de la recherche ». Ainsi, à moindre frais, la bourgeoisie compte, par ce moyen, augmenter le niveau technique de son industrie, donc la qualité de sa production, et par là même ses profits. La traduction dans la pratique, de la main-mise directe du capital sur la recherche, est la création de sociétés privées de recherche pour les différents secteurs de l'économie (électronique, espace, chimie, pétrochimie, etc.). Ces sociétés vont « louer » du personnel travaillant jusqu'à présent dans le cadre des laboratoires du secteur public. Ainsi, lorsque tel développement technique chez Matra ou Dassault, nécessitera l'apport d'un surplus de main-d'œuvre qualifiée (ingénieurs, techniciens), la société « loueuse d'hommes » les lui fournira à moindre frais, en puisant dans le personnel des laboratoires de recherche. La mobilité de ces personnels est nécessaire au grand capital qui les utilise là où ils sont les plus « rentables ».

LES TRAVAILLEURS
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE N'ACCEPTENT PAS.

— qu'au nom d'une prétendue rentabilisation de la recherche, leur travail vienne grossir les profits des firmes privées, et soit utilisé comme un des secours à la crise du capitalisme. Comme tous les travailleurs, ils n'ont que faire d'aider à la survie du système qui les exploite ;

— que dans un même service, les techniciens et ouvriers qui effectuent le même travail, puissent être dans des situations profondément différentes, certains ne possédant aucun statut, aucune garantie quant à la garantie de leur emploi, leur salaire et leurs conditions d'avancement ;

— que se généralise dans l'avenir la pratique déléguée de contrats dans lesquels des firmes privées louent des personnels à un service public ;

— que soit progressivement mis en œuvre un plan de démantèlement de la fonction publique, mettant l'accent sur une soi-disant « nécessaire » mobilité de l'emploi, plan que viennent appuyer les menaces lancées par certains responsables gouvernementaux à l'égard des fonctionnaires. Cette « mobilité » s'oppose à la garantie de l'emploi donc est contraire aux intérêts des travailleurs. Elle sert à augmenter le nombre des chômeurs nécessaires au grand capital pour s'opposer à toute augmentation de salaire.

LA LUTTE.

Malgré l'inertie des directions syndicales nationales et les « avis » contraires formulés par elles, les travailleurs de l'INAG ont maintenu leur grève pendant un mois.

Un premier bilan fait ressortir trois aspects essentiels dans la lutte :

— son isolement relatif (le mouvement ne s'est pas étendu à l'ensemble des travailleurs de la recherche scientifique) a permis au pouvoir de maintenir un point essentiel de sa politique, à savoir le refus de débouler en masse des postes budgétaires (c'est-à-dire des postes fixes qui s'opposeraient à la « mobilité » des personnels), ce qui entraîne la possibilité de faire « participer » les travailleurs de l'INAG au plan de création de sociétés privées en leur imposant (habilement !) un statut de droit privé.

— La combativité des travailleurs en grève leur a permis d'arracher un règlement interne, — diminuant la hiérarchie des salaires en augmentant les plus bas, — diminuant l'arbitraire des directeurs de laboratoire en imposant un règlement unique pour tous les laboratoires dépendant de l'INAG, — reconnaissant la qualification professionnelle et l'ancienneté,

— d'autre part, on retrouve dans l'expérience des luttes de l'INAG comme dans celle de toutes les autres luttes, l'aspect fondamental de la politique révisionniste à savoir, freiner le plus possible toute lutte susceptible de faire tache d'huile et dont les formes (comité de grève, assemblée générale de grévistes souveraine quant au déroulement de la grève... etc.), débordent le cadre habituel de leurs méthodes d'action fondées sur le respect de « l'ordre » et de la dignité bourgeoise.

CE N'EST QU'UN DEBUT...

Après ce mois de grève, les travailleurs de l'INAG savent que la lutte n'est pas terminée. Ils se rendent compte qu'ils n'obtiendront satisfaction totale qu'avec la destruction du système capitaliste affameur fondé sur la recherche du profit maximum pour un petit nombre unis à la base et dans l'action, ils devront lutter pour l'instauration du socialisme libérateur.

Correspondant H. R.

NICE

LICENCIEMENTS
ET LUTTES
A BREVEX

— L'usine Brevex (plastiques) doit fermer d'ici un an à un an et demi, un arrêté d'expulsion ayant été prononcé.

— Cela veut dire qu'à la fermeture plus de 250 travailleurs seront licenciés.

Devant cette situation, quelle est la tactique du patron ?

— Le patron essaie par tous les moyens (augmentation des cadences, pressions de toutes sortes), de faire partir un maximum de travailleurs.

— Le patron cherche par tous les moyens à licencier au plus vite les travailleurs les plus anciens de l'entreprise afin d'éviter de leur payer une forte indemnité à la fermeture de l'usine.

Dernièrement une ouvrière de l'emballage, qui travaillait depuis 8 ans a été licenciée sans avertissement pour une soi-disant « faute professionnelle ». Lundi, la section syndicale C.G.T. décidait un débrayage d'une demi-heure par atelier ; celui-ci était suivi à 80 % dans l'entreprise. Le patron ne cédait pas ; l'ouvrière n'était pas réintégrée.

A BAS LES LICENCIEMENTS

Devant les dangers qui menacent tous les travailleurs de cette entreprise, une mobilisation générale s'impose pour la défense du droit au travail. Il faut avoir conscience que ce sont les travailleurs, par leur travail quotidien qui ont fait Brevex et qu'ils ne doivent pas tolérer de nouveaux licenciements de la part de ceux qui vivent du profit sur leur travail. Ce qu'il faut, ce n'est pas demander des « reclassements » ou des « indemnités », c'est empêcher les licenciements. C'est de cela que les travailleurs réduits au chômage par les patrons doivent être conscients. Face aux licenciements, organisons la riposte !

UNITE A LA BASE
ET DANS L'ACTION

Travailleurs, seule la lutte offensive est efficace ; ne nous illusionnons pas sur le rôle et l'importance des « entrevues accordées » ou des motions déposées par ci ou par là. Le succès de votre combat dépend du prix que vous voulez y mettre. Le succès de votre combat dépend de vous et des travailleurs qui pourront vous apporter leur appui concret.

Face à l'exploitation et aux combines patronales, les travailleurs de Brevex doivent lutter par tous les moyens (grève, occupation des locaux).

Contre tous les licenciements

Pour le maintien intégral des effectifs

Pour le maintien des avantages acquis

Pour la diminution du temps de travail sans diminution de salaire

La bourgeoisie capitaliste défend sa conception de la société, ses profits, son pouvoir.

FACE A ELLE les travailleurs défendent leurs intérêts de classe, et luttent pour l'instauration du socialisme.

Travailleurs d'aujourd'hui.

Chômeurs de demain.

C'est tous ensemble que nous gagnerons contre le patronat.

NON AUX CADENCES

LUTTONS
CONTRE LA REPRESSION
DANS LES USINES

LUTTONS
CONTRE LA DICTATURE
DES PATRONS

VIVE LA LUTTE
CLASSE CONTRE CLASSE

UNITE A LA BASE
ET DANS L'ACTION

Des communistes marxistes-léninistes de France en liaison avec des travailleurs de Brevex.

(Extraits d'un tract diffusé à Brevex.)

ET DANS L'ACTION!

LYON

LA LUTTE PART DE LA BASE CHEZ BERLIET-MONTPLAISIR

Lundi 9 juin, sur la paie de mai, le patron a mis en pratique le nouveau calcul de paiement des bonus. Ce qui se traduit pour 16 camarades, par une perte de salaire, entre 15 et 20 francs, ce qui serait « une fleur » d'après le patron. Si cette soi-disant « fleur » n'avait pas été accordée, les 16 premiers touchés, qui ont réglé à 86,6 aurait subi une perte de salaire de 100 francs environ.

Ces mesures vont bientôt toucher tous les bonus. Déjà fin 68, la direction avait fait savoir qu'elle allait modifier le système des bonus. Ou est le salaire garanti à 1020 F promis par le patron en mai 68 devant les travailleurs en lutte?

Aujourd'hui, le nouveau vol du patron sur le dos des ouvriers, se traduit (selon les propres paroles de Rollet) par une augmentation de la productivité de 2%, pour garder le salaire actuel. Sans compter l'augmentation de la fatigue, et des dangers d'accidents du travail!

UNE SEULE SOLUTION POUR GARDER NOTRE SALAIRE : LA LUTTE!

Nous l'avons bien compris. TOUS, à l'usine B, aux ateliers moteurs et ponts, puisque déjà 2 débrayages massifs ont eu lieu, malgré le frein et la confusion des tracts des directions syndicales qui n'encouragent pas les ouvriers.

En parole, les directions syndicales disent que, puisque tous les bonus vont être touchés, il faut agir dans l'unité. D'accord. Mais qu'ont-elles proposés? Des actions partielles, pour les 16 camarades touchés. N'est-ce pas là diviser la force des travailleurs, plutôt que les unir? Faut-il attendre, que nous soyons tous touchés un par un, avant d'engager l'action tous ensemble? A nous de prendre l'initiative de la riposte.

NOUS L'AVONS BIEN COMPRIS

— Mercredi 11 juin à l'usine B, les bonus des moteurs et ponts, ont débrayé dans l'unité.

— Jeudi 12, malgré les promesses faites la veille par les directions syndicales, sous la pression de la base, il n'a pas eu de mot d'ordre d'action. Seules des pétitions, qui n'ont jamais fait peur aux patrons, ont été faites.

— Vendredi 13, nouvelle pression de la base : l'ensemble des bonus sortent (100% à l'usine B, une grande partie de l'usine A) et imposent la reprise de l'action.

Nous constatons que les directions syndicales sont à la traîne des ouvriers, et non à leur tête (comme ça devrait être), comme l'a reconnu d'ailleurs un responsable C.G.T. au micro, en constatant avec étonnement, que sans mot d'ordre des directions syndicales, les travailleurs étaient sortis!

La véritable unité, camarades, ce n'est pas l'unité au sommet des directions syndicales (qui s'entendent rarement, si ce n'est pour des tracts confus et démotivés).

La véritable unité, c'est celle des ouvriers dans les ateliers, à la base et pour l'action.

Cette unité, elle a déjà commencé à se réaliser, A LA BASE, pour la défense de nos salaires. Ce que nous avons fait mercredi et vendredi c'est bien : CONTINUONS.

— Pour que NOUS, à la base, nous gardions l'initiative.

— Pour que nous puissions imposer NOS décisions et contrôler l'activité des directions syndicales.

Pendant les heures de débrayages, Discutons entre nous, dans nos ateliers de la manière de continuer l'action.

Oui, la lutte sera longue et difficile. Mais unis et résolus, nous sommes les plus forts et nous pouvons vaincre!

Syndiqués et non syndiqués, français et immigrés.

TOUS ENSEMBLE CONTRE LE PATRON!
Un groupe de travailleurs de l'usine, pour l'unité à la base et dans l'action.

GRENOBLE

VICTOIRE A LA SODEM

Les ouvriers de la SODEM ont repris le travail, victorieux après trois semaines de grève.

Ils ont obtenu :

- 5% d'augmentation sur l'année 1969, avec réajustement des salaires depuis le 1^{er} janvier de la même année.
- Une prime de vacances de 1%.
- Une prime de fin d'année voisine de 2%.
- Le paiement à 50% de la journée de lock-out.

La victoire des ouvriers de la SODEM nous montre que l'unité, la volonté de lutter jusqu'au bout sont des armes puissantes entre les mains de la classe ouvrière.

Les ouvriers de la SODEM sont restés fermement unis d'un bout à l'autre de leur grève.

Dans leurs négociations avec le patronat, ils ont défendu avec détermination la totalité de leurs revendications, en refusant les mièges qu'on leur offrait au début.

Ils ont remporté ainsi une double victoire : contre leur patron Di Marco qui a dû finir par céder, et contre les monopoles grenoblois qui voulaient empêcher Di Marco de céder.

Le comité d'action et d'unité à la base de Grenoble a soutenu de toutes ses forces la grève de la SODEM, car une grève victorieuse est une victoire de toute la classe ouvrière. Elle renforce la lutte de tous les ouvriers et affaiblit le patronat.

Le comité d'action et d'unité à la base s'était fixé deux tâches : faire connaître la grève de la SODEM et lui apporter son soutien matériel.

Pour la faire connaître au plus grand nombre de travailleurs, il a distribué des tracts chez Raymond-Bouton, Bois et Chassande, à la Viscose, etc.

Pour la soutenir matériellement, il a organisé des collectes, (Viscose, restaurant universitaire, porte à porte rue de Stalingrad) et des listes de souscription. Il a ainsi pu remettre aux grévistes 300,00 F le 24 juin et 300,00 F le 30 juin.

Merci à tous ceux qui ont participé à ce soutien.

La grève de la SODEM se termine par une victoire. Mais les ouvriers savent bien qu'en régime capitaliste il n'y a pas pour eux de victoire définitive. Tant que les patrons le peuvent, ils cherchent par tous les moyens à reprendre ce qu'ils ont donné, pour maintenir leurs profits aux chiffres les plus hauts.

La seule victoire définitive, c'est celle qui enlèvera pour toujours aux exploités la « liberté » d'exploiter.

VIVE LA VICTOIRE DES OUVRIERS DE LA SODEM!

LA LUTTE CONTINUE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS!

Comité d'action et d'unité à la base de Grenoble
1^{er} juillet 1969.

L'EXPLOITATION, MERE DE LA REPRESSION

Aujourd'hui les patrons empêtrés dans leurs difficultés veulent les faire payer au peuple.

Partout l'exploitation se renforce, les conditions de travail deviennent de plus en plus difficiles. Dans les usines les cadences s'accroissent, le rythme de travail devient de plus en plus intenable. Plus de production : plus de profit pour les patrons.

A Berliet-Montplaisir, les cadences ont augmenté de 22%. Les ouvriers payés au bonus qui n'arrivent pas à soutenir la cadence voient leur salaire diminuer de 100 à 150 F.

Pour l'ensemble de la population, le coût de la vie augmente : c'est ainsi que les patrons reprennent d'une main ce qu'ils ont donné de l'autre. A Mermoz, la politique de Chalendon qui conduit à réviser les loyers tous les six mois, va entraîner leur augmentation en juillet.

REPRESSION CONTRE LES JEUNES...

Vis-à-vis de la jeunesse, le pouvoir organise sa politique de misère et de brimade. Les fils des ouvriers sont systématiquement orientés vers l'enseignement technique et s'ils trouvent des places dans un C.E.T. ce qui les attend à la sortie, c'est soit le chômage, soit le sous-emploi. Combien de jeunes, munis de leur C.A.P. ne sont embauchés que comme manœuvre. Il paraît qu'avant le service militaire ils ne sont pas « rentables »!

Quant aux maisons de jeunes, qui leur sont théoriquement destinées, le ministre de la jeunesse et des sports s'emploie à les fermer dès juillet.

Mais pour faire accepter cette politique, le pouvoir fait taire par les brigades et les arrestations tous ceux qui lèvent la tête et même émettent des avis un tant soit peu contraire. Par contre, les nervis de l'U.N.R., eux, agissent en toute impunité et peuvent même pour faire passer leurs idées utiliser des carabines contre les jeunes.

... CONTRE LES OUVRIERS...

Dans les usines, les ouvriers actifs en mai se voient licenciés ou soumis à des brigades, déplacés d'ateliers pour être isolés.

A Paris-Rhône, trois camarades des piquets de grève ont été licenciés; d'autres mutés arbitrairement.

Dans les facs, les flics font aujourd'hui régner l'ordre d'Edgar Faure, et même les lycéens passent le bac aujourd'hui sous le contrôle de la police.

Sur les marchés, sur le marché de Mermoz en particulier, les étudiants qui dénoncent la répression et les attaques fascistes sont arrêtés systématiquement.

... ET CONTRE LES FEMMES

La politique du pouvoir montre même son visage dans tous les aspects de la vie quotidienne. Les centres sociaux, qui peuvent en partie améliorer les conditions de vie des femmes, ont failli être fermés parce qu'ils avaient été en mai des centres de discussion et d'aide aux grévistes (...).

Comité Front-Uni Ouvriers - Paysans de Lyon-8^e.

(Extraits d'un tract distribué récemment dans un quartier de Lyon.)

Abonnez-vous...

C.C.P. « HUMANITE ROUGE », n° 30226.72

Centre La Source
B.P. 134, Paris-20

| | |
|--|------------------------------|
| abonnement-vacances : | BULLETIN D'ABONNEMENT |
| 5 F pour 10 numéros | |
| abonnement ordinaire : | NOM |
| 20 F pour 6 mois | |
| 40 F par an | PRENOM |
| abonnement de soutien : | ADRESSE |
| 40 pour 6 mois | |
| 80 par an | |
| abonnement pour l'étranger (par avion) : | |
| 120 F par an | |

Une lettre à propos des travailleurs immigrés

« Chers camarades,

Vous avez publié dans « H.R. », n° 15, un article du journal du comité de soutien aux travailleurs immigrés de Massy; nous voudrions ajouter quelques précisions tirées de notre expérience, pour mieux sensibiliser les camarades lecteurs.

1) La situation des travailleurs immigrés en France, et des travailleurs tunisiens en particulier, est très mauvaise en ce moment. Le ministre Schumann a pris après mai 68 des mesures pour empêcher la « régularisation » des travailleurs arrivés depuis mai 68 avec simplement un passeport (c'est ce que l'on appelle hypocritement l'immigration « clandestine » : elle n'a rien de clandestin pour le gouvernement et le patronat qui en tire de nombreux profits.) Cela met ces travailleurs à la merci de l'arbitraire de la police, de l'administration et des patrons.

Face à cette situation, il faut avancer des revendications comme l'attribution automatique de la carte de séjour aux travailleurs une fois arrivés en France, et la suppression du système de la carte de travail qui prive les travailleurs immigrés des droits les plus élémentaires.

Mais quand les camarades disent : « c'est vrai qu'en ce moment nous ne pouvons imposer ces revendications au patronat et à l'Etat », ils auraient dû être plus précis. C'est vrai que cela est très dur à l'heure actuelle, à cause de la trahison des grandes centrales syndicales (on l'a bien vu à Grenelle, où ni Seguy, ni Descamps n'ont ouvert la bouche pour parler des travailleurs immigrés).

Mais malgré tout, ces revendications, et toutes les autres revendications des travailleurs immigrés ne doivent pas rester des vœux pieux. Il faut donner confiance et force aux travailleurs immigrés en les aidant à s'organiser :

— dans les comités de base d'usine ou de chantiers, pratiquant l'internationalisme prolétarien ;

— dans leurs propres organisations, partout où ils subissent l'oppression, c'est-à-dire surtout sur leur lieu d'habitation. Car c'est la plupart du temps un endroit où les traditions nationales et les traditions de lutte contre le colonialisme restent vives, où les problèmes du pays natal sont au centre de toutes les discussions; c'est aussi là que cherchent à s'implanter les organisations réactionnaires fantoches du pays d'origine, pour perpétuer la dictature des couches dominantes de ces pays.

Il faut en plus renforcer le soutien de la population, et en premier lieu celui de la classe ouvrière française, dans les comités de soutien, de défense, et dans les comités de base, comités d'action et sections syndicales révolutionnaires.

Ainsi on rapprochera le moment où les revendications des immigrés seront entendues dans le peuple et où le pouvoir devra céder petit à petit les libertés élémentaires que réclament les immigrés.

Malgré toutes les difficultés, les immigrés veulent s'organiser; pour les y aider, nous devons :

— être de véritables communistes, réellement internationalistes; nous devons respecter leurs aspirations spécifiques, et non essayer de nous mettre à leur place, nous devons partir de leurs propres besoins et de leurs propres désirs, et non de ceux que nous croyons naïvement être les leurs.

— il faut porter toute l'attention nécessaire aux difficiles problèmes que pose la répression permanente contre eux.

Il faut être vraiment convaincu que face à toute oppression, face à toute menace, c'est la force propre des travailleurs immigrés, leur propre capacité d'organiser la riposte qui est toujours le plus important.

Mais bien sûr, les travailleurs immigrés ont besoin pour cela de l'aide de militants français. Il faut développer cette aide au maximum.

2) A propos des expulsions, les camarades luttent pour qu'il y ait un préavis, que les travailleurs puissent présenter une défense, pour que l'expulsion, si elle a quand même lieu, se fasse en présence d'un représentant de la population. En plus il faut mettre les mairies, qu'elles soient de droite ou de « gauche » devant leurs responsabilités, car elles sont pour beaucoup dans la situation intenable où se trouvent les immigrés. Tout cela est nécessaire pour se défendre contre les méthodes fascistes qui sont actuellement monnaie courante.

Mais le but est bien de s'opposer à toutes les expulsions, parce que l'expérience prouve que toutes les expulsions sont injustes. Ce ne sont jamais ni des escrocs, ni des exploités étrangers qui sont expulsés, mais de simples travailleurs dont le seul crime est :

- de « faire de la politique », c'est-à-dire de défendre leurs intérêts de classe.
- d'être chômeur non secouru,
- de demander à la Sécurité sociale, ou aux services sociaux de la mairie, ce qu'ils leur doivent.
- d'habiter un bidonville parce qu'il n'y a rien d'autre pour habiter.

Les mesures racistes d'expulsions et les autres brimades deviennent de plus en plus nombreuses, c'est la nouvelle politique du pouvoir à l'égard des immigrés.

Que les camarades lecteurs s'en soucient et impulsent le soutien aux travailleurs immigrés.

3) Dans ce but, nous proposons à « H.R. » d'avoir une rubrique régulière sur les travailleurs immigrés, où parleraient tous les militants français et immigrés ayant de l'expérience, où on parlerait de toutes les luttes, même les plus petites, des travailleurs immigrés (en respectant des principes très stricts de sécurité, car pour les immigrés, on travaille dans les conditions d'une répression quasi-fasciste).

D'autre part, comme « H.R. » est peu utilisable auprès des immigrés (des simples travailleurs, d'où sortent les cadres authentiques), parce que les articles sont d'un niveau élevé et à cause des difficultés de langue, peut-on envisager, dès que vous en aurez la possibilité, et si cela correspond aux besoins, une feuille en tiré à part pour les travailleurs immigrés, paraissant tous les mois par exemple; cette feuille serait rédigée en rapport avec des militants français et immigrés au contact direct de la réalité des immigrés et capables de donner aux articles un style et un contenu accessible aux simples travailleurs immigrés, que ce soit en français ou dans la langue d'origine.

Des militants de la région parisienne.

UNE VÉRITABLE PENSION POUR TOUS LES VIEUX TRAVAILLEURS

I) LA SITUATION DES VIEUX TRAVAILLEURS.

Il n'est pas nécessaire d'aller bien loin pour voir combien les vieux travailleurs, après avoir épulsé leurs forces et leur vie au travail, sont méprisés par ceux qui les ont exploités.

Souvent, sur le marché des Moines, des vieux travailleurs viennent discuter avec les militants du comité d'action, et témoignent de l'oppression du pouvoir des monopoles.

M. Y., 71 ans, gardien d'immeuble, a travaillé toute sa vie pour recevoir, au bout du compte, une retraite de 30 000 AF par mois. Que peut-on faire avec 30 000 AF, alors que le SMIG même est fixé à 52 000 AF ? Comment se loger ? La mairie lui a d'abord accordé une « aide » de 15 000 AF par mois, alors qu'il logeait à l'hôtel ; puis elle lui a supprimé, après lui avoir trouvé cette loge de concierge !

Combien gagne-t-il grâce à cette lucrative profession ? 3 000 AF, alors qu'il est immobilisé toute l'année, et son logement lui est compté comme un salaire, si bien qu'il doit payer des impôts sur le tout !

Encore, cette situation n'est pas parmi les pires puisque des centaines de milliers de personnes âgées (le chiffre serait de 2 338 000) n'ont que 20 833 AF pour vivre, soit 685 AF par jour ! Pour vivre ?... Disons plutôt pour mourir...

De plus, les ordonnances sur la Sécurité sociale pèsent lourdement sur les personnes âgées : souvent malades, elles doivent payer une part très importante sur les médicaments, les visites des médecins et les soins.

Sans compter les difficultés de logement, les tracasseries administratives, qui obligent à se déplacer cent fois des gens qui ne sont plus solides sur leurs jambes, et le mépris avec lequel on les traite, comme des mendiants !

II) QUE FAIT LE GOUVERNEMENT POUR LES VIEUX TRAVAILLEURS ?

Certes, ce ne sont pas les promesses qui manquent et Bernard Lafay, ce retourne-sa-veste, n'a pas manqué à la tradition en envoyant aux habitants du 17^e un bulletin intitulé : « avantages réservés aux personnes âgées ». Quand l'a-t-il envoyé ? Eh bien, juste avant les élections, comme par hasard... A le lire, on se demande pourquoi les vieux travailleurs ne sont pas contents.

Mais les vieux travailleurs ont l'habitude des promesses électorales et ils savent qu'ils sont le dernier souci du gouvernement ; inutiles aux capitalistes, ils n'ont plus qu'à se taire. Quelquefois même, ils servent d'alibi à des mesures fiscales impopulaires ; on se souvient de la fameuse vignette, taxe imposée par le ministre « socialiste » Ramadier, pour « aider les vieux ». Ils n'en ont guère recueilli les fruits.

Pourtant, le gouvernement est moins chiche pour d'autres dépenses. Par exemple, en septembre dernier, il a déterminé des mesures pour « favoriser les investissements et alléger la fiscalité concernant les sociétés ».

Messieurs les députés, « gauche » et « communistes » compris, se votent de confortables « indemnités », sur lesquelles ils ne paient pas d'impôts : plus de 500 000 AF par mois, alors que d'autres n'ont que la moitié pour un an !

Ne parlons pas des dépenses militaires, des « fonds secrets » qui servent à payer polices parallèles, etc.

III) QUE RECLAMENT LES VIEUX TRAVAILLEURS ?

- Une retraite décente pour tous.
- En particulier, que la retraite ne soit pas calculée d'après les 10 dernières années, souvent les plus improductives, mais d'après les meilleures années.

N. M. P. P. : LE COMITE D'ACTION LUTTE CONTRE LES MENACES DE LICENCIEMENTS.

Ce tract a été rédigé par des ouvriers de Bobigny et distribué par des membres du Comité d'Action N.M.P.P.-Hachette.

Les quatre équipes des retours — jour et nuit — ont chacune fait deux heures de grève vendredi 11 et samedi 12 juillet.

Pourquoi ? Qu'est-ce qui s'y passe ? Ceci.

Les patrons veulent liquider Bobigny et tout son personnel sous le couvert de la décentralisation.

Dès maintenant, on sait que :

Depuis le 1^{er} juillet, le centre régional du Sud-Est fonctionne à plein en traitant 850 t par mois à Marseille (Rond-Point de la Défense) et à Toulon (Rue Henri-Barbuse).

Entre le 1^{er} octobre 1969 et le 1^{er} janvier 1967, sept autres centres seront créés à Lille, Strasbourg, Grenoble, Toulouse, Bordeaux, Limoges et Rennes.

60 % du travail supprimé ;

60 % de l'effectif à liquider.

A Bobigny, les 600 ouvriers actuellement présents refusent de se laisser tondre tout vivants... et de bêler : « Nous avons un protocole d'emploi ».

Ils refusent : ce semblant de protocole d'emploi. Il ne garantit rien ni personne. Il a été combiné dans un bureau entre le président Massot et les dirigeants du syndicat : Cancé-Lancry.

Ils refusent que par leur passivité, le monopole Hachette se développe et fasse de gigantesques profits en diffusant mieux les idées des patrons et la propagande du gouvernement.

Ils refusent que d'autres ouvriers faisant leur travail, le même travail qu'eux, soient payés jusqu'à 40 % de moins et sans les mêmes avantages sociaux. Aucun syndicat national ou régional n'a encore mené la moindre protestation à ce sujet. Sont-ils d'accord avec le patron qui veut faire des économies sur le dos du personnel ?

Nous, nous ne l'acceptons pas.

A Bobigny, les 600 ouvriers agissent ; ils croient que seule la lutte est payante.

Les discussions depuis 6 mois, ça a mené à quoi ? A nous distiller du tranquillisant, des mensonges et des promesses trompeuses. Ça suffit.

Camarades des départs, faites comme nous. Il y a trois mois, tout a été fait par la direction

- Exonération d'impôts.
- Des logements à bon marché.
- Gratuité des soins médicaux et, d'abord, l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale.
- Simplification des démarches administratives.
- Abaissement de l'âge de la retraite.

Pour arriver à cela, il faut réaliser l'unité des travailleurs actifs et retraités.

Seule l'unité paie ! En Italie, au début de cette année, les vieux ont obtenu une forte augmentation, grâce au soutien des centrales syndicales et des travailleurs à la base ; alors qu'en France, après mai 68, les personnes

âgées les plus défavorisées, laissées dans l'ombre n'ont presque rien eu : les pensions et allocations vieillesse ont été augmentées d'environ 10 000 AF par an !

Il faut aussi que tous les vieux travailleurs se mobilisent pour défendre leurs droits.

SOUTENONS LES REVENDICATIONS DES VIEUX TRAVAILLEURS ET DES PERSONNES AGEES !

VIVE L'UNITE DE TOUS LES TRAVAILLEURS CONTRE LE POUVOIR DES MONOPOLES.

Extrait de « Journal populaire » du 17^e - n° 12.

les travailleurs jugeront !

Jeudi soir, 3 mai, à la sortie rue du Charolais, des militants communistes (marxiste-léniniste) travaillant au P.L.M. et soutenus par quelques militants du 12^e arrondissement diffusaient l'Humanité-Rouge et distribuaient un tract qui dénonçait l'attitude indigne et contre-révolutionnaire du P.-C.-F. révisionniste pendant la farce électorale de Vincennes.

Ceux-ci, s'alliant à l'U.D.R., ont eut une attitude de diviseurs et de provocateurs ; ils étaient même armés de matraques et de barres à mines pour protéger les urnes de Olivier Guichard et obliger les étudiants à voter.

Au P.L.M. donc, vers 19 heures 30, un commando d'une trentaine de révisionnistes tentaient plusieurs provocations préméditées (depuis 15 jours, ils en parlaient entre eux, ils se préparaient).

Ils n'hésitèrent pas à cogner et plusieurs camarades qui essayaient de les empêcher d'arracher et de déchirer tracts et journaux, furent frappés au visage.

Mais c'était sous-estimer notre détermination (1) et cette provocation fut un fiasco pour les révisionnistes. Des camarades de travail prenant leur vacation à ce moment, se rangèrent spontanément de notre côté.

Le droit à la parole et à l'organisation est un droit qui fut durement acquis par les travailleurs au prix d'une lutte longue et acharnée contre la bourgeoisie.

Mais les révisionnistes qui n'ont d'autres arguments que le poing ne s'en souviennent sans doute pas.

Il ne s'agit pas là d'un acte isolé mais d'une attitude générale dans de nombreuses boîtes de Paris et de province...

Et ce n'est là qu'une préfiguration de leur « démocratie avancée » : la parole à la bourgeoisie, à Waldeck Rochet et leurs compères, la matraque pour les travailleurs qui ne sont pas d'accord.

Comment appelle-t-on cela ? Lénine l'a défini comme du SOCIAL-FASCISME.

Beaucoup de camarades du P.-C.-F. sont sincères, mais ils sont trompés par leur direction et certains d'entre eux l'autre soir étaient en total désaccord avec de telles méthodes.

Les révisionnistes croient-ils convaincre quelqu'un avec de tels agissements ?

Ils nous traitent de réactionnaires et de gauchistes, mais

Au cours de la distribution d'un tract sur le rôle du P.-C.-F. aux élections de Vincennes, des camarades postiers du « Centre P.L.M. » de Paris ont été pris à parti par des révisionnistes et ont riposté en diffusant massivement le tract ci-dessous.

est-ce la C.G.T. qui a appelé aux grandes luttes de mai et juin ?

Le mouvement étudiant, les marxistes-léninistes ont-ils trahi à Grenelle, à Tilsitt et démobilisé les travailleurs par de petites grèves de 24 h sans lendemain ?

Déjà, plusieurs membres de leurs parti ont rejoint nos rangs.

Alors ? Pourquoi une telle attitude ?

C'est parce qu'ils sont à bout d'arguments et qu'ils ne trompent plus personne.

C'est parce que, dans de nombreuses usines et d'autres centres de tri des comités de base se sont créés, qu'ils mènent la lutte avec détermination qu'ils ne cèdent pas au chantage de l'administration.

Les ouvriers et les postiers de ces boîtes sont derrière les comités de base. Ils ne font plus confiance aux révisionnistes.

Alors, ceux-ci pris de panique, frappent.

Mais ce n'est là qu'un forfait de plus à leur actif et les travailleurs sauront reconnaître à ces méthodes quels sont les véritables défenseurs de la classe ouvrière.

CERCLE HUMANITE-ROUGE P.L.M.
(tri postal de « Paris-Lyon-Marseille », Paris-12^e)

(1) D'ailleurs, nous avons continué à distribuer notre tract et à vendre « H.-R. ».

LES DENIERS... (suite de la page 1)

En effet, jusqu'en 1966, le pouvoir gaulliste, prudent, s'est borné à arroser les centrales dont les directions étaient acquises à la collaboration de classe. Rien pour la C.G.T. à cette époque, tout au moins officiellement... Elle devait « faire ses preuves ».

A partir d'avril 1966, lorsque le mécanisme des grèves « soupapes » de 17 mai en 13 décembre annoncées 15 jours à l'avance a été bien rodé, la direction C.G.T. a eu droit à « un petit quelque chose ».

Il faut bien. Elle était seule à pouvoir empêcher un débordement éventuel par la base, des grèves de 24 heures inefficaces et démoralisatrices. Toute peine mérite salaire... Puis, pour la période d'avril 1968 à mars 1969, c'est-à-dire compte tenu du rôle de la direction confédérale C.G.T. lors du Mouvement de Mai, la subvention gouvernementale à la C.G.T. passe de 26 à 66,5 millions d'A.F., soit une augmentation de plus de 250 %.

Il est vrai que F.O. et la C.F.D.T. continuent de toucher plus, et c'est bien cela qui indignent nos bonzes révisionnistes.

De leur point de vue, leur amertume est compréhensible : ils trahissent autant, et plus efficacement que leurs homologues F.O. et C.F.D.T. et ils sont payés moins cher ! Il n'y a pas de justice.

C'est pourquoi ils proposent l'adoption des dispositions suivantes :

1°) La répartition des fonds doit être publique et effectuée selon l'avis d'une commission où siègeraient les représentants des centrales syndicales les plus représentatives.

2°) Ces fonds doivent être répartis proportionnellement à l'influence respective des centrales et à leurs réalisations éducatives effectives.

La C.G.T. devrait alors percevoir au moins 500 millions d'A.F. par comparaison aux 250 millions que reçoivent chacune des deux centrales C.F.D.T. et F.O.

Seguy et ses complices ont « raison » d'estimer qu'en raison de leur « influence » plus grande, ils devraient avoir une plus grande part du gâteau : ne sont-ils pas les seuls à pouvoir endiguer efficacement la colère des masses ? Cela veut bien un fromage, non ?

Mais le pouvoir a « raison » aussi : il connaît bien MM. les dirigeants révisionnistes. Comme les social-traités stigmatisés par Lénine et Rosa Luxemburg, ils haïssent la révolution comme le péché et s'y opposeront tant qu'il leur restera un souffle de vie.

Dès lors pourquoi les payer plus cher, pour un travail qu'ils sont décidés à faire de toute façon.

« Ouh les vilains ! Ils touchent ! » crient les bonzes de F.O. et de la C.F.D.T. en parlant de la C.G.T. « Moins que vous ! » pleurent les bonzes de la C.G.T., pourtant nous sommes plus méritants !

Joli spectacle...

Rien d'étonnant, dès lors, si des travailleurs de la C.G.T., de la C.F.D.T., de F.O. et des autres centrales se détournent d'une telle foire d'empoigne, en nombre sans cesse plus grand, et créent à la base et dans l'action, leurs propres organisations de combat.

Au syndicalisme intégré et stipendié, ils opposent la lutte classe contre classe.

**SUR LE FRONT DE
LA LUTTE IDÉOLOGIQUE**

**UNE MYSTIFICATION RÉVISIONNISTE :
LES « NATIONALISATIONS » EN RÉGIME CAPITALISTE**

Au fur et à mesure de la concentration et de l'accumulation des capitaux, les grandes entreprises absorbent les petites et les moyennes entreprises grâce au jeu de la concurrence :

Exemple : l'entreprise « Usinor » qui assurait en 1965 20 % de la production de la sidérurgie française a absorbé « Lorraine-Escout » qui en assurait 11,7 %.

Mais toutes les grandes entreprises n'encaissent pas les mêmes bénéfices ; certaines ont un faible taux de profit, d'autres ont un haut taux de profit.

QUELS SONT LES SECTEURS A FAIBLE TAUX DE PROFIT ?

Voyons d'abord ce qu'est le profit.

Marx nous apprend que le profit est réalisé par les capitalistes *uniquement* grâce à l'exploitation des ouvriers, grâce au salaire inférieur à la valeur du travail fourni (y compris pour les heures supplémentaires). Or certaines entreprises doivent constamment moderniser leurs installations et donc réduire la main-d'œuvre employée, ce qui diminue le profit réalisé.

Prenons l'exemple de la sidérurgie : le coût des installations y est énorme ; de plus les équipements y « vieillissent » très vite en raison du progrès technique, et il faut les remplacer constamment. Cette modernisation élimine beaucoup de main-d'œuvre.

Exemple : en 1970, les trois grandes usines « Sacilor », « Usinor » et « Sollac » produiront 7 millions de tonnes d'acier avec 2 000 travailleurs seulement, alors qu'actuellement 170 000 ouvriers produisent 10 millions de tonnes d'acier.

La diminution de main-d'œuvre réduit le taux de profit (parce que, répétons-le, le capitaliste réalise son profit *uniquement* sur le dos de la main-d'œuvre) alors qu'inversement l'équipement coûte de plus en plus cher et que l'extraction du minerai et du charbon englobent d'important investissements. La sidérurgie est donc un secteur à bas profit.

Lorsqu'un secteur souffre d'un faible taux de profit, les capitalistes n'ont en dernière ressource qu'une seule solution : faire intervenir l'Etat.

COMMENT INTERVIENT L'ETAT POUR AIDER LES MONOPOLES

Reprenons l'exemple de la sidérurgie : Usinor se plaint de ne pas faire de bénéfices et réclame l'aide de l'Etat. L'aide est alors accordée sous forme d'exonération d'impôts, tarifs préférentiels pour le gaz, l'électricité, les transports S.N.C.F... Bien plus, en 1966, à l'initiative des maîtres de forges, des négociations ont été menées entre Etat et patrons de la sidérurgie pour modifier le V^e Plan en leur faveur : ils ont obtenu entière satisfaction pour une aide importante de l'Etat, notamment un prêt de 2,7 milliards de francs (à 3 % d'intérêt seulement) afin de se procurer en installations nouvelles !

Ces entreprises, qui obtiennent une aide de l'Etat font en effet peu de profit. Mais qu'y a-t-il derrière ces entreprises : d'importants groupes financiers. Ainsi Usinor est contrôlé par un groupe financier, le D.N.E.L., dont les actions rapportent de façon considérable. Ainsi de 1962 à 1963, le capital d'Usinor est passé de 45 à 540 millions. On voit que la société mère se porte bien, et que l'aide réclamée à l'Etat lui permet d'accumuler des bénéfices plus importants. Par ce biais, elle peut absorber de plus en plus de petites entreprises qui n'obtiennent pas d'aide du pouvoir.

L'Etat travaille donc à la formation des monopoles, monopoles qui « naissent de la concentration, de la production parvenue à un très haut degré de développement » (Lénine : L'impérialisme, p. 148-149).

PLUS LES MONOPOLES DEVIENNENT IMPORTANTS ET PLUS L'ETAT LEUR APPORTE SON CONCOURS, puisqu'ils consacrent une grande partie de son budget en achats et commandes passées aux grands monopoles. Et lorsque ces monopoles sont en difficulté, ce sont eux-mêmes qui demandent à l'Etat la nationalisation.

LA NATIONALISATION : PRISE EN CHARGE PAR L'ETAT DES DEPENSES DES CAPITALISTES.

Généralement un équilibre s'établit entre les différentes branches de production, grâce à la recherche du profit maximum : les branches qui ne rapportent que peu de profit sont désertées par les capitaux qui recherchent des branches plus intéressantes. Les premières doivent alors réduire leur production et leur outillage, et n'arrivent plus à satisfaire la demande. Cela entraîne l'augmentation du prix de vente des produits. Grâce à l'augmentation, le taux de profit redevient important, et on constate alors un nouvel afflux de capitaux vers ces secteurs défavorisés pour un temps. Mais que se passe-t-il lorsque ces branches de production sont essentielles pour l'économie (transport, énergie) ?

Dans le cadre d'une société qu'elle domine, la haute-bourgeoisie capitaliste a besoin de l'aide de l'Etat pour développer et étendre ses monopoles. Il nous paraît nécessaire de rappeler que pour un marxiste-léniniste « l'Etat n'est rien d'autre qu'une machine pour l'oppression d'une classe par une autre, et cela, tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie » (Engels : « Lettre à Bebel, 1875 »).

Donc à l'heure actuelle la nature de classe de la machine d'Etat est claire : le pouvoir est de nature bourgeoise, au service du capitalisme pour opprimer les masses ; et nous verrons comment la bourgeoisie se « sert » de l'Etat pour développer les monopoles, comment en cas de difficulté elle demande à l'Etat de nationaliser certains secteurs de la production, et comment le P. « C. » F. trahit les ouvriers en approuvant aujourd'hui les nationalisations.

Les monopoles ont à tout prix besoin d'un marché abondant et régulier ; ils ne peuvent supporter les fluctuations que ces mécanismes entraînent. Ils demandent alors eux-mêmes une nationalisation des secteurs essentiels. L'Etat prend en charge l'exploitation presque totale des secteurs à faible taux de profit sur lesquels il ne fait que peu de bénéfices (ou pas), et parfois qu'il exploite à perte.

Cela démontre clairement que l'Etat n'est pas un organe désintéressé au service de tous les citoyens, mais un pouvoir *uniquement* au service de la bourgeoisie capitaliste ; Debré lui-même reconnaît que « de notre côté, pour toute industrie en difficulté, il n'existe qu'une hypothèse, celle de devenir une industrie d'Etat ».

La sidérurgie française, malgré les avantages qu'en auraient retiré les maîtres de forges et toute une partie de la bourgeoisie acheteuse d'acier n'a pas été nationalisée parce que l'impérialisme américain s'y opposait, que la pression ouvrière était soigneusement contrôlée par les maîtres de forges et surtout parce que ceux-ci ont reculé devant les conflits inter-capitalistes entraînés par une nationalisation. Mais en Angleterre, par exemple, la sidérurgie est de nouveau secteur d'Etat depuis 1967.

**LE MOT D'ORDRE DU P. « C. » F. :
TRAHIRE A LA CLASSE OUVRIERE !**

Le P. « C. » F. exige les nationalisations des monopoles.

Peut-on savoir l'intérêt d'une nationalisation de la sidérurgie, par exemple, si celle-ci n'est pas doublée de la nationalisation des groupes financiers qui la contrôlent ?

Que signifie la « nationalisation des banques d'affaires » comme le demande le P. « C. » F., si celle-ci n'est pas accompagnée de celle des « holdings » des sociétés financières, des sociétés d'investissement et des entreprises que ces banques contrôlent ?

Il est bien évident que ces quelques nationalisations laisseraient aux grands capitalistes leur liberté d'action intégrale, leur mécanisme d'exploitation inchangé ! Cela signifie en clair que le P. « C. » F. est un parti réformiste, qui collabore avec la bourgeoisie parce qu'il craint la révolution.

Que disait Marcel Cachin le 19 mai 1934 ?

Ceci : « Le pouvoir ne se demande pas à la bourgeoisie, la bourgeoisie a usé, use, et usera de la violence et de la terreur pour défendre sa propriété et sa domination. La résistance du prolétariat sera acharnée et désespérée. La violence ne sera brisée que par la violence implacable du prolétariat ».

Que dit le P. « C. » F. aujourd'hui ?

Ceci : « Nous croyons, par exemple, que pour la France, compte tenu de ses traditions démocratiques et des conditions de notre époque, il est possible d'envisager dans le cas d'un passage pacifique au socialisme des formes de dictature du prolétariat nouvelles (!), moins violentes et d'une durée plus brève ».

(Rapport du XVII^e Congrès du P.C.F., 14 mai 1964.)

Camarades, nous posons la question : comment pourrait-il y avoir dictature du prolétariat dans le cadre du passage pacifique ? Comment pourrait-il y avoir passage pacifique ? Est-ce que Lénine ne dit pas qu'il faut briser l'Etat capitaliste pour créer la dictature du prolétariat ? Si, Lénine le dit :

« Renoncer à la prise du pouvoir par la voie révolutionnaire serait une folie de la part du prolétariat... et constituerait ni plus ni moins une concession honteuse à la bourgeoisie et à toutes les classes possédantes. »

(Lénine, Tome 4, p. 285.)

Le P. « C. » F. parle de conditions nouvelles. Où sont ces conditions nouvelles ? L'Etat bourgeois renforce sa police, son armée, développe les C.D.R. qu'il a créés. Est-ce que ce sont ce genre de conditions nouvelles qui vont permettre le passage pacifique ? Le P. « C. » F. habitue la classe ouvrière à croire à cette possibilité alors que la bourgeoisie s'arme. Dans de telles circonstances les nationalisations demandées par le P. « C. » F. sont tout simplement la poursuite de la politique de passage pacifique. Le P. « C. » F. veut faire pénétrer dans la classe ouvrière cette idée fautive que : nationalisation en régime bourgeois et nationalisation en régime socialiste, c'est la même chose !

Ainsi le P. « C. » F. a comme principal mot d'ordre : « Nationalisation » alors que la bourgeoisie montre qu'elle ne nationalise que selon ses intérêts ; qu'elle ne nationalise que les secteurs à bas profit, et pour un temps seulement, pour permettre aux capitalistes de disposer de leurs fonds et de les investir dans des branches à plus grand taux de profit. Ensuite, lorsque une entreprise nationalisée redevient rentable, l'Etat la cède aux monopoles.

Par exemple, actuellement en France, l'Etat tente de faire passer certaines branches de Renault comme la Saviem dans le capitalisme privé. L'accord

Peugeot-Renault est déjà un indice de tentative de dénationalisation ; on peut être sûr que cette tentative sera menée à terme. Autre exemple : La Compagnie Générale Transatlantique, qui était subventionnée par l'Etat passe dans le capitalisme privé en fusionnant avec la Compagnie Mixte.

Donc l'Etat capitaliste ne nationalise pas sans discernement. Tout récemment, alors que la bourgeoisie s'extasie devant l'affaire B.S.N.-Saint-Gobain qui met aux prises les magnats de la finance du capitalisme privé, le P. « C. » F. apporte sa pétition au Parlement pour demander la nationalisation !

Et pourtant, le P. « C. » F. n'a pas toujours eu cette politique de trahison. Ecoutons ce que disait même un rapporteur bourgeois, Jacques Fauvet, dans son « Histoire du Parti Communiste Français » (p. 136-170) :

« La discussion avec les socialistes se poursuit sans progresser pendant plus de trois mois au sein du comité de coordination jusqu'au 10 janvier 1935. Les socialistes refusent que « les revendications immédiates soient détachées des grands mesures qui sont plus lointaines. » Les communistes refusent les nationalisations, notamment celle du crédit, et répètent que la condition, pour nationaliser c'est de prendre le pouvoir... Ils répètent inlassablement que la nationalisation, ce n'est pas la socialisation, que leur but est de renverser le régime capitaliste et non de l'aménager. »

Ainsi donc, lorsque le P. « C. » F. était révolutionnaire, il affirmait qu'on ne pouvait véritablement nationaliser que dans le cadre de la dictature du prolétariat, une fois l'Etat bourgeois abattu. N'est-il par clair que le P. « C. » F. a radicalement changé de nature ? Le P. « C. » F. ne reprend-il pas les arguments des socialistes en 1935, en parlant de nationalisation sans parler de dictature du prolétariat ? Le P. « C. » F. tient les mêmes propos que ces socialistes. Les travailleurs jugeront.

Le P. « C. » F. sert les capitalistes en démobilisant la classe ouvrière.

Le P. « C. » F. présente les nationalisations comme un grand pas en avant vers le socialisme, et par ses manœuvres masque aux ouvriers le caractère contre-révolutionnaire de sa politique. Il aboutit ainsi à une démobilisation générale de la classe ouvrière, à un abandon de la lutte-révolutionnaire. Camarades, qu'y a-t-il de plus intéressant pour les capitalistes qu'une classe ouvrière intégrée et docile ? qu'une classe ouvrière qui n'a plus comme forme de lutte que les pétitions, les réunions de bureaux-crates et les débrayages d'une demi-heure, une heure ? C'est bien ces formes de lutte qui sont imposées par le P. « C. » F. et la C.G.T. Est-ce que les pétitions et les protestations sur un bout de papier ont déjà changé quelque chose ? Est-ce que c'est avec les pétitions qu'il y a eu les grandes conquêtes ouvrières ? Et-ce avec les pétitions que les impérialistes américains s'en iront du Viêt-nam ? Sont-ce les pétitions qui tout récemment ont empêché le gouvernement gaulliste de bafouer les lois les plus élémentaires de la « démocratie bourgeoise », par exemple en installant à la place d'un maire « communiste », un maire gaulliste qui a été condamné de droit commun ? Même avec la loi de son côté, le P. « C. » F. a peur des manifestations de masse qui, c'est bien connu, sont des « provocations » (ça c'est passé à Hyères dans le Var).

Est-ce que la protestation des « élus communistes » a changé quelque chose dans l'affaire B.S.N.-Saint-Gobain ? Cette protestation est tellement stupide qu'elle en a fait rire la bourgeoisie ! Des exemples, on peut en donner des centaines, car c'est une loi établie au P. « C. » F. que de faire des « pétitions » et des « protestations ».

M. Waldeck-Rochet lui-même ne reconnaît-il pas servir le capitalisme lorsqu'il répond à une question posée par le journal « Les Echos » :

— « Condamnez-vous sans réserve l'entreprise privée ainsi que le profit ? »

— « Evidemment non ! »

Puisque ce profit ne se fait que sur le dos des travailleurs, cela veut dire que le dirigeant du P. « C. » F. ne condamne « évidemment » pas ceux qui exploitent les travailleurs !

Camarades, dénonçons les traîtres du parti révisionniste qui trahissent la lutte « classe contre classe », qui veulent utiliser la classe ouvrière pour servir le capitalisme.

- A bas le P. « C. » F. révisionniste !
- Non aux nationalisations de l'Etat bourgeois !
- Vive les nationalisations de l'Etat socialiste !
- Vive le marxisme-léninisme, seule voie révolutionnaire vers le socialisme !
- Vive le socialisme !

Provocation et échecs des révisionnistes russes en Asie

Outre la création du Parti Communiste (marxiste-léniniste) indien (1), deux nouvelles significatives viennent de marquer la dernière période, dans le sous-continent indien.

La première c'est le refus du Pakistan de participer au pacte de soi-disant « sécurité collective en Asie », préconisé par les révisionnistes russes aux fins d'encerclement de la Chine populaire. La seconde c'est la dénonciation par le gouvernement népalais, des « relations spéciales » avec l'Inde, invoquées par les réactionnaires indiens pour contrôler politiquement et économiquement le Népal, et utiliser ce pays comme base d'activités agressives contre la Chine.

C'est en mai dernier que les dirigeants révisionnistes de Moscou ont avancé pour la première fois l'idée d'un « traité de sécurité collective » en Asie. Leurs actes agressifs anti-chinois dans la région de l'île Tchen-Pao, puis au Sinkiang à la fin de l'hiver sont du même coup éclairés d'un jour nouveau.

Il s'agissait de créer une atmosphère propice à un pacte anti-chinois, en Europe comme en Asie. Les écrits d'un Dadlants (Le Monde du 2 avril), les élucubrations d'un Evtouchenko, les contacts diplomatiques pris avec les gouvernements capitalistes d'Europe (Allemagne fédérale, France, Grande-Bretagne, Italie, etc.), avaient tous le même but : jeter les bases d'un nouveau pacte anti-Komintern, dirigé non plus contre l'U.R.S.S. de Staline, mais contre la Chine populaire. Mais c'est évidemment en Asie que les complots des révisionnistes soviétiques sont menés avec le plus de frénésie.

Un premier bilan peut donc en être dressé. C'est un bilan d'échec total.

LA QUADRATURE DU CERCLE.

Leur défaite au Vietnam a dissuadé pour longtemps les impérialistes yankee de se lancer dans de nouvelles aventures militaires sur le continent asiatique.

Il est même à prévoir que cette défaite aura pour conséquence, tôt ou tard, leur retrait du Laos et de Thaïlande, compte tenu des succès croissants de la guerre populaire menée par les peuples de ces pays.

Le social-impérialisme russe va donc, dans la période à venir, être appelé à jouer le rôle principal dans l'encerclement militaire de la Chine populaire, et ce, avec l'accord des impérialistes américains.

Les alliés communs des impérialistes et des révisionnistes sont les dirigeants réactionnaires japonais et indiens. C'est sur eux que comptent les dirigeants révisionnistes pour servir de « mûles » à leur alliance agressive. Mais si, sur le papier tout semble facile, tout devient compliqué sur le terrain.

Les réactionnaires japonais ont fort à faire à s'efforcer d'endiguer la lutte révolutionnaire de leur propre peuple, qui, loin de nourrir des dessins agressifs à l'égard de la Chine, éprouve sympathie et admiration pour elle. De plus, certaines sphères dirigeantes japonaises, qui se souviennent des défaites de l'Empire Japonais en Chine, à une époque où celle-ci était pourtant minée par la domination réactionnaire du Kouou-min tang, ne sont pas pressées de se lancer, même comme « brillant troisième », dans cette nouvelle aventure.

Enfin, le peuple japonais sait fort bien que ce n'est pas la Chine, mais l'impérialisme yankee qui opprime le peuple d'Okinawa et des Ryu Kyu. Pour toutes ces raisons, tout en protestant de leurs « bons » sentiments, les dirigeants capitalistes japonais se tiennent pratiquement à l'écart des grandes manœuvres soviétiques anti-chinoises.

Quant aux réactionnaires indiens, ils ont bien d'autres soucis. Depuis qu'en 1967, s'est allumée à Naxalbari la flamme de la lutte armée populaire, celle-ci s'est propagée dans de nombreuses régions de l'Inde. Les peuples Naga et Mizos de l'Assam, le peuple du Bengale occidental, puis, tous récemment, celui du Telengana, dans l'Etat d'Andhra Pradesh se sont révoltés contre les réactionnaires indiens et les révisionnistes, leurs complices.

LE NEPAL RESISTE AUX REACTIONNAIRES EXPANSIONNISTES INDIENS.

Dernière mésaventure des dirigeants de La Nouvelle Delhi : la dénonciation par le gouvernement du Népal, des « relations spéciales » indo-népalaises.

Ce petit pays Himalayen (140 000 km², 10 millions d'habitants) était, au temps de la domination britannique sur l'Inde, soumis à un protectorat de fait de l'impérialisme anglais. Après la proclamation de l'indépendance de l'Inde, le gouvernement Nehru maintint, à son profit, les privilèges coloniaux accaparés par les colonialistes britanniques au Népal, invoquant le fait que pour l'Inde, l'Himalaya constituait une « frontière de sécurité » aux confins sino-indiens.

De ce fait l'Inde contrôle le commerce et les forces armées du Népal et s'est arrogé le droit d'y intervenir militairement.

Lors de sa visite au Népal, début juin, le ministre des Affaires étrangères Indien, Dinesh Singh, a réaffirmé cyniquement cette version indienne de la « souveraineté limitée ». C'est à cette déclaration que, répondant en cela aux sentiments du peuple népalais, le Premier ministre de ce pays, Bista, vient de rejeter catégoriquement, dans un discours prononcé fin juin à Khatmandou, capitale du Népal. « Il n'est pas possible que le Népal compromette sa souveraineté ou accepte ce qu'on pourrait appeler une souveraineté limitée pour la prétendue sécurité de l'Inde ».

Quel que soit la nature de classe du gouvernement népalais, il est évident qu'en défendant l'indépendance nationale du Népal face aux expansionnistes indiens il bénéficie du soutien de tout le peuple de ce pays, et de toute l'opinion publique progressiste.

Le peuple du Népal ne peut pas ne pas comparer la politique chauvine des réactionnaires indiens avec la politique d'amitié, de coopération et de stricte non-ingérence qui est pratiquée par la Chine populaire à son égard.

Inutile, dans ces conditions de chercher à enrôler le Népal sous les bannières de la croisade soviéto-américano-Indienne contre la Chine.

LE PAKISTAN CONNAIT SES AMIS ET SES ENNEMIS.

Lors du coup d'Etat qui renversa voici quelques mois le président Ayoub Khan, les impérialistes et les révisionnistes ne chaiaient pas leurs espoirs de voir les nouveaux dirigeants de ce pays s'engager dans une politique hostile à l'égard de la Chine.

Mais pour le moment, le problème n° 1 des dirigeants pakistanais c'est l'attitude menaçante des réactionnaires indiens et l'aide que ces derniers reçoivent de l'U.R.S.S., des U.S.A. et d'autres pays capitalistes. Les dirigeants indiens maintiennent leurs revendications à l'égard du Cachemire et menacent de se lancer à tout moment dans une nouvelle agression contre le Pakistan.

Les expériences antérieures ont prouvé au Pakistan que, malgré son appartenance à l'O.T.A.S.E. et au C.E.N.T.O. (pactes militaires pro-impérialistes), les dirigeants américains (et soviétiques) apportaient régulièrement leur appui aux expansionnistes indiens.

Aussi n'est-il pas surprenant que la presse pakistanaise ait, en général, très mal accueilli le projet soviétique de prétendu traité de sécurité collective.

Le « Pakistan Times » de Lahore écrit, le 22 juin : « Les liens amicaux de ce pays (le Pakistan) avec la Chine qui ont surmonté les plus dures épreuves, sont indissolubles. Le Pakistan a toujours, et avec véhémence, stigmatisé la théorie selon laquelle la Chine a des desseins expansionnistes en Asie. Au contraire, elle se met en travers de la voie expansionniste des néo-impérialistes tels que l'Inde. Donc l'encerclement de Pékin n'est ni désirable, ni réaliste ».

Un autre journal, le « Morning News » de Karachi, écrit le même jour :

« Chacun sait que les dirigeants soviétiques poursuivent éperdemment l'idée de former un certain type d'alliance avec quelques voisins asiatiques, tout d'abord sur le plan économique, puis d'en faire une alliance militaire efficace ».

A une alliance de ce genre, proposée par les dirigeants soviétiques dans la périphérie de la Chine... le Pakistan ne peut se joindre ».

C'est pourquoi l'annonce faite le 6 juillet, de la visite en automne du Premier ministre Chinois Chou En-lai au Pakistan apparaît comme la réponse des dirigeants pakistanais aux manœuvres anti-chinoises des révisionnistes russes.

Notre appréciation sur la nature du régime pakistanais est connue. Mais, comme dans le cas du Népal, les dirigeants du Pakistan, en refusant de faire de leur pays un pion soviéto-américain, répondent aux aspirations de leur peuple, qui a par ailleurs montré récemment sa détermination de les faire respecter.

FIASCO DU PLAN SOCIAL-IMPÉRIALISTE D'ENCERCLEMENT DE LA CHINE

Devant le peu d'empressement des pays asiatiques à s'enrôler sous leurs bannières, les dirigeants révisionnistes du Kremlin en sont réduits à quémander la « coopération de cliques aussi discréditées que celle de Chang Kai-chek, réfugiée à Tai Wan sous la protection des canons de la 7^e flotte américaine. Ils ont envoyé récemment des émissaires prendre contact avec cette clique. D'ores et déjà, ils siègent couramment à ses côtés dans les prétendues « conférences internationales » organisées sous l'égide des impérialistes yankee, s'associant de ce fait à la fameuse politique des « deux Chines ».

Ils redoublent de flagornerie à l'égard du régime sanglant de la Malaysia, organisateur de pogroms anti-chinois et anti-indiens de la clique Thanom-Prapras en Thaïlande, allant jusqu'à passer complètement sous silence la victorieuse lutte armée du peuple thaï, dirigé par son Parti Communiste. Ils font de même à l'égard des réactionnaires Sud-Coréens, Birmans, Laotiens, Philippins, Indonésiens ; mais tous ces fantoches, même mis bout à bout, ne représentent aucune force réelle. Assiégés par leurs propres peuples, ils seraient bien en peine d'être de la moindre utilité aux révisionnistes russes dans leurs plans agressifs anti-chinois. Brejnev et Kossyguine se retrouvent donc seuls.

30 millions de Vietnamiens sont venus à bout de l'impérialisme yankee. Si le social-impérialisme russe n'a pas compris la leçon et s'avise malgré tout de s'attaquer sous quelque forme que ce soit, à la grande Chine populaire et ses 750 millions d'habitants, sa déconfiture sera encore plus rapide et plus totale, avec ou sans pacte de « sécurité collective ».

(1) Nous consacrerons prochainement un article à ce grand événement (voir H.R., n° 20, page 2).

TRACT DE SOUTIEN AU LAOS

Bien que la presse occidentale tente de le passer sous silence, la guerre au Laos est une guerre semblable à celle du Viêt-nam. C'est une guerre d'agression menée par les U.S.A. et leurs fantoches locaux (administration de Vientiane) contre le peuple lao qui, les armes à la main, défend son indépendance.

Les accords de Genève de 1954 reconnaissent l'indépendance du Laos. Pourtant l'intervention U.S. commençait déjà : armes et conseillers militaires débarquaient, encadrant et armant les troupes de la droite laotienne. Sous la direction du Neo Lao Haksat (front patriotique lao, issu du Pathet Lao), le peuple lao reprend les armes et contraint les Américains et leurs valets à accepter la formation d'un gouvernement d'Union nationale groupant les trois tendances (Neo Lao Haksat, neutralistes, droite) et à signer les accords internationaux de Genève de 1962 reconnaissant l'indépendance et la neutralité du Laos.

Mais les Américains passent outre et ne renoncent pas à leurs visées de domination au Laos. Utilisant des éléments corrompus soi-disant neutralistes, comme Souvanna Phouma, recourant comme partout à la subversion, à la corruption, ils font tout pour saboter le gouvernement, en violation flagrante des accords de Genève de 1962 :

— avril 1963 : assassinat du ministre Quinim Pholséma, neutraliste authentique.

— devant l'insécurité qui règne à Vientiane, les ministres du Neo Lao Haksat et des Forces neutralistes patriotiques rejoignent la zone libérée.

— avril 1964 : putsch des généraux de droite, qui renversent le gouvernement et le remplacent par un autre, pro-américain. Souvanna Phouma, en récompense de ses bons et loyaux services, reste à la tête du gouvernement en proclamant, comme il le fera toujours, sa légitimité et son attachement à la politique de neutralité.

Mais de fait ce sont les Américains qui commandent. En 1964, ils commencent leurs bombardements contre la population de la zone libérée administrée par le Neo Lao Haksat et les forces neutralistes patriotiques, à partir des bases U.S. installées au Laos même, et en Thaïlande. Parallèlement, les troupes fantoches, armées et encadrées par les Yankees, mènent des raids, des attaques criminelles, appliquant comme au Viêt-nam la tactique de destruction totale.

Depuis l'arrêt de l'agression aérienne U.S. contre le Nord-Viêt-nam, le nombre de raids de B52 sur le Laos (commencés en 1966) a augmenté considérablement. Et, comme au Viêt-nam, dans les zones sous contrôle fantoche et U.S., c'est la terreur et la répression : zones de « pacification », centres de réfugiés, hameaux stratégiques.

Dans la zone libérée (qui couvre les deux tiers du Laos et regroupe plus de la moitié de la population), le peuple en armes, sous la conduite du Neo Lao Haksat a mis en échec les plans de l'impérialisme U.S. : plus de 1 000 avions ont été abattus depuis le début de l'agression U.S. Mieux, partout, du nord au sud du Laos, les forces patriotiques attaquent les postes fantoches, les bases aériennes U.S., coupent les voies de communication... Comme au Viêt-nam, la guerre populaire tient en échec une guerre d'agression utilisant les armes les plus modernes (bombes à billes, napalm, produits chimiques...).

Juste avant sa venue en France, Souvanna Phouma a reconnu l'existence de bombardements U.S. au Laos (ce qu'il avait jusqu'alors, de même que le Pentagone, toujours nié) et il a déclaré que les Américains avaient le droit de le faire... en contradiction totale avec les accords de Genève de 1962.

Ce n'est pas un hasard si Souvanna Phouma vient en France. L'impérialisme français cherche à s'infiltrer au Laos et à se faire sa place au soleil à côté du grand frère U.S. La campagne « Un Milliard pour le Laos » lancée à grand renfort de publicité à l'O.R.T.F. il y a un an témoigne de cette volonté : on faisait appel aux sentiments humanitaires du peuple pour nourrir le peuple lao sans dire... que les Américains pratiquent au Laos une guerre d'agression, qu'ils bombardent le pays, qu'ils ruinent l'agriculture... On demande de l'argent de la « charité » du peuple français pour nourrir un peuple ruiné par l'agression américaine (dans la zone fantoche, bien entendu !) et on remet l'argent... à la princesse Souvanna Phouma !

Mais le peuple lao, conduit par le Neo Lao Haksat, montre par sa résistance et ses victoires qu'il est tout à fait capable de défendre son indépendance et sa liberté !

SOUVANNA PHOUMA FANTOCHE U.S. !

U.S. HORS DU LAOS !

VIVE LE NEO LAO HAKSAT !

LE PEUPLE LAO VAINCRA !

Des Comités d'Action Anti-Impérialistes.

Le peuple australien se dresse contre l'impérialisme yankee

Nixon a bien des ennuis : à peine son envoyé Rockefeller était-il remis de ses mésaventures en Amérique latine que de mauvaises nouvelles lui parvenaient d'Australie.

Le gouvernement réactionnaire de Gorton avait organisé, à l'occasion de la fête nationale U.S., le 4 juillet, de grandes manifestations en faveur des « Etats-Unis, amis et alliés ».

C'est plutôt raté ! Car dans toutes les grandes villes du pays, ces manifestations ont tourné à la confusion complète de leurs promoteurs.

A Canberra, capitale fédérale, l'ambassade fantoche de Saigon a été occupée plusieurs heures par des étudiants, cependant que d'autres manifestants se heurtaient à la police devant l'ambassade des U.S.A. et à proximité de la résidence du Premier Ministre.

A Melbourne, le consulat U.S. a été l'objectif de plus de 4 000 manifestants et a subi d'importants dégâts. Les policiers, qui tentaient de le protéger ont été sévèrement ébréchés.

On compte de nombreux blessés et arrestations. D'autres manifestations ont eu lieu dans toutes les

grandes villes, où des drapeaux américains ont été brûlés et les bâtiments des compagnies américaines attaqués.

Voilà un nouveau souci pour Nixon, et aussi pour Wilson. En effet, les impérialistes britanniques, en déconfiture, doivent retirer toutes les forces militaires de la région de l'océan Indien et de la péninsule malaise en 1971 au plus tard.

L'Australie, nation capitaliste anglo-saxonne, est appelée à prendre la relève de la Grande-Bretagne dans cette région, car les régimes fantoches malais, indonésiens, thaïs, etc., ne tiendraient pas longtemps sans aide extérieure, devant la montée révolutionnaire de leurs propres peuples.

Avec une solide avant-garde, dirigée par le vaillant Parti Communiste (marxiste-léniniste) d'Australie, dont le leader est le camarade E.-F. Hill, un des premiers communistes occidentaux à s'être dressé contre les révisionnistes khrouchtcheviens, le peuple australien a prouvé, par ses manifestations de masse du 4 juillet, qu'il entendait tenir sa place dans le front de combat anti-impérialiste.